

# **l'Anti**capitaliste

n°279 | 5 mars 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**AU TRAVAIL, DANS LA RUE, À LA MAISON...**



PHOTOGRAPHIE ROUGE / MICO

## **Dossier**

**8 mars: féministes et anticapitalistes tant qu'il le faudra!** [Pages 6 et 7](#)

## **ÉDITO**

**Boris Nemtsov, nouvelle victime de Poutine**

[Page 2](#)

## **PREMIER PLAN**

**Grèce: une orientation claire est nécessaire!**

[Page 2](#)



## **ACTU POLITIQUE**

**FN: démagogie populiste, racisme et xénophobie**

[Page 4](#)

## **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Jean-Louis Peyren, responsable CGT Sanofi à Sisteron**

[Page 12](#)



édito

Par ILYA BOUDRAÏTSKIS  
ET ALAIN KRIVINE

## Boris Nemtsov, nouvelle victime de Poutine

L'assassinat de Boris Nemtsov aura sans aucun doute des répercussions à long terme. Cet acte de terreur, crime d'État, est lié à la propagande chauvine que le Kremlin développe depuis des années, plus particulièrement avec la guerre en Ukraine. «L'ennemi intérieur», «la cinquième colonne», sont des expressions qui font partie du langage courant du pouvoir pour désigner les opposants. La télévision ne s'est pas privée de mettre en cause régulièrement des noms comme celui de Boris Nemtsov et préparait, quelques jours avant la mort de celui-ci, une émission sur le «Maïdan russe» dans lequel la future victime y était dénoncée comme un acteur central.

Pourtant, Nemtsov vient du même sérail que Poutine. Il a été un des principaux collaborateurs d'Eltsine dans les années 1990, en partie responsable, avec Poutine à l'époque, d'attaques sociales et politiques catastrophiques, ainsi que de crimes. Mais ce libéral de droite très «pro-américain» a condamné fermement l'intervention militaire russe en Ukraine et est devenu un opposant farouche de Poutine. Il faut savoir que toute critique de l'intervention militaire en Ukraine est interdite. Nemtsov a violé cette règle...

Il est aujourd'hui impossible de déterminer qui est directement responsable de ce crime, qui sont les commanditaires. Mais la responsabilité du pouvoir est entière et les dirigeants de l'opposition libérale ont transformé la manifestation qu'ils avaient prévue ce dimanche en une marche de protestation. Poutine a été obligé de l'autoriser et de la laisser aller jusqu'au centre de Moscou, sur les lieux mêmes du crime. Cette manifestation a rassemblé des dizaines de milliers de personnes aussi bien à Moscou, plus de 50 000, qu'à Saint-Petersbourg. Une démonstration de force de l'opposition parmi les plus importantes de ces dernières années, alors que la répression et les mesures d'intimidation sont très fortes. Le Mouvement socialiste russe (RCD) était présent et a distribué des milliers de tracts pour porter des exigences immédiates :

- une enquête indépendante et transparente pour faire la vérité sur ce crime
- la fin immédiate de toutes les campagnes de calomnies à la télévision d'État
- la liberté inconditionnelle de parole et de réunion
- la fin des opérations militaires russes en Ukraine

- un vrai programme pour faire face à la crise et aider le peuple, et non les puissances financières ou celles de l'énergie.

# À la Une

## Au travail, dans la rue, à la maison...

### La lutte pour les droits des femmes continue!

Comme chaque 8 mars, le gouvernement va multiplier les belles déclarations d'intention en faveur des femmes alors que sa politique, de la loi Macron à la destruction des services publics, aggrave les inégalités, la précarité, la double journée...

Les faits sont têtus, la crise et les politiques d'austérité ne frappent pas de la même façon les femmes et les hommes.

#### Double peine en temps de crise...

Le chômage bat des records historiques. Mais il y a à la fois une invisibilité et une tolérance sociale par rapport au chômage des femmes, considéré comme «moins grave»... Pourtant l'accès à l'emploi représente pour les femmes l'accès à l'autonomie, et dans certains cas la possibilité matérielle d'échapper aux violences domestiques.

En France, dans les années 60, les femmes sont entrées massivement dans l'emploi salarié à temps plein. Le temps partiel ne s'est développé qu'au cours des années 80, période de forte augmentation du chômage. Huit salariéEs à temps partiel sur dix sont aujourd'hui des femmes. Le taux de travail à temps partiel a doublé en trente ans, encouragé par les politiques d'allègement de cotisations, utilisées sciemment comme moyen de dissimulation du chômage! Un moyen particulièrement pénalisant qui cumule intensification du travail, grande amplitude de la journée de travail, et absence de déroulement de carrière: des conséquences dramatiques sur le niveau des retraites... À la différence de celui des hommes, ce chômage partiel des femmes n'est pas indemnisé.

La conjonction précarité - bas salaires fait la pauvreté. Là encore, les femmes sont en première ligne. Les trois quarts des salariéEs pauvres sont des femmes.

Tous emplois confondus, les femmes ont une rémunération inférieure de 27% en moyenne par rapport aux hommes. Dit autrement, une femme doit travailler 15,5 mois pour gagner ce que gagne un homme en 12 mois...



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Loin des beaux discours sur l'égalité, la tolérance sociale aux bas salaires pour les femmes demeure. En dépit de la vie réelle des femmes qui doivent de plus en plus subvenir seules à leurs besoins et à ceux de leurs enfants, le salaire féminin reste considéré dans les faits comme un salaire d'appoint!

Et à la retraite, ça ne s'arrange pas: les femmes perçoivent une pension inférieure de 42% en moyenne à celle des hommes, en raison d'une moindre rémunération, notamment du fait du temps partiel, et de carrières incomplètes pour un grand nombre d'entre elles.

#### Invisible et gratuit: le travail domestique

Dans son périmètre restreint - cuisine, vaisselle, ménage, rangement, linge, gestion, soins matériels et accompagnement des enfants et de personnes dépendantes - le travail domestique représente en France 42 milliards d'heures de travail (chiffres de 2010). Rapporté aux 38 milliards d'heures de travail

rémunéré réalisées sur la même période, le temps de travail domestique est donc au minimum égal au temps de travail rémunéré... Et il repose à 72% sur les femmes. Ainsi, une femme vivant en couple et mère d'un ou plusieurs enfants de moins de 25 ans, réalise en moyenne 28 heures par semaine de tâches domestiques. Autant dire que le combat pour la réduction massive du temps de travail pour toutes et tous, doit s'accompagner d'une lutte opiniâtre pour le partage des tâches domestiques! Malheureusement, devant le patronat et le gouvernement impose la déréglementation du travail et projette de s'attaquer aux 35 heures, quand l'offensive réactionnaire vise à naturaliser les rôles sociaux imposés aux femmes (et aux hommes), c'est l'égalité et la vie quotidienne des femmes qui sont les premières victimes.

L'autre face de l'austérité, c'est la destruction des services publics. Mais ce qui n'est pas fait dans le cadre de services publics devra être fait quand même...

Aujourd'hui, moins de 15% des enfants accueillis le sont en crèche. 57% des mères ayant un enfant de moins de 3 ans non scolarisé «travaillent», contre 75% de l'ensemble des femmes de 25 à 45 ans, et la majorité des mères de 3 enfants restent au foyer. De même, celles qu'on appelle pudiquement les «aidants familiaux» pour les personnes âgées ou dépendantes sont à 75% des femmes, qui consacrent à cette tâche 5 heures par jour en moyenne!

La réponse égalitaire, satisfaisante pour les femmes et pour toute la société, n'est ni la marchandisation, ni le travail informel et invisible dans le cadre familial, ni la surexploitation d'autres femmes: elle est la socialisation et la gratuité permettant l'accès pour touTEs dans le cadre de services publics. Précarisation et chômage des femmes, utilisation de leur travail invisible sont au cœur des politiques libérales. Le féminisme doit être au cœur du combat anticapitaliste!

**Christine Poupin**

Voir aussi en pages 6-7 le dossier spécial 8 mars de la commission nationale intervention féministe

## GRÈCE

# Une orientation claire est nécessaire!

Les 28 février et 1<sup>er</sup> mars se réunissait le comité central de Syriza, afin de se prononcer sur les dernières décisions, en particulier sur le «compromis» imposé par l'Eurogroupe.

Un amendement critique a été rejeté à 57,5%, ce qui prouve la forte grogne dans ce parti tissé de différents courants autour du Synaspismos. Néanmoins, le texte de la majorité Tsipras l'a clairement emporté, ce qui reflète le poids de cette ligne dans Syriza, mais aussi la difficulté à trouver une ligne d'équilibre entre soutien à des annonces positives et bataille contre la logique de la troïka.

#### Quelques mesures positives, des positions inquiétantes...

Ces derniers jours, le gouvernement a mis en avant des mesures dont on ne pourrait que se réjouir, même si elles sont en elles-mêmes insuffisantes car «tenant compte du contexte» (une formule devenue rituelle): nourriture et courant électrique gratuits pour 300 000 familles; annonce du prochain dépôt du projet de loi sur la réintégration des licenciés du secteur

public, y compris les nettoyeuses du ministère de l'Économie; libération à ce jour de 350 immigrés retenus dans les six camps de rétention du pays; blocage pour réexamen de l'étude de nouvelles installations de la société de mines d'or Eldorado, qui détruit la région de Skouriès dans le nord (en réaction, les mineurs protestent et les comités de lutte restent prudents); etc. Et aussi la bataille annoncée contre les grands groupes de médias et contre les

gros fraudeurs fiscaux: 3500 dossiers sont dans le viseur, soit 7 milliards d'euros, mais une impuissance avouée à soumettre à l'impôt les 120 milliards d'euros investis hors de Grèce...

Mais toutes ces mesures ne remettent pas en cause le cadre imposé par la troïka, quel que soit le nom que Syriza veut lui donner, et Tsipras lors du dernier conseil des ministres vendredi 27 février en a rajouté dans les contre-vérités: «Que ceux qui parlent d'un 3<sup>e</sup> mémorandum l'oublient: les mémorandums ont pris fin le 25 janvier! (...) Nous avons prouvé en actes que l'austérité n'est pas la seule voie». Et d'insister sur une machination montée par l'Allemagne et soutenue par l'Espagne et le Portugal, ainsi que par l'ex-Premier ministre Samaras, afin d'asphyxier la Grèce. Ce projet machiavélique aurait inquiété «de grands pays comme la France, les USA et la Chine, les amenant à prendre des positions plus positives et responsables»...

## BIEN DIT

Les partisans du nucléaire partent toujours du principe que le pire n'arrivera jamais, mais qui aurait pu prévoir une guerre avec la Russie? Une centrale dépend de sources d'énergies extérieures. Si vous la débranchez et que les générateurs de secours lâchent, le système de refroidissement se désactive et le réacteur commence à surchauffer. Pour cela, vous n'avez pas besoin d'un tsunami, juste d'un conflit militaire à proximité...

OLEXI PASIUK de l'association Le Forum nucléaire ukrainien, cité par le Monde diplomatique, mars 2015

# Un monde à changer

## RÉHABILITER « LES FUSILLÉS POUR L'EXEMPLE ».

Pendant la Première Guerre mondiale, 2400 « poilus » français ont été condamnés à mort et plus de 600 « fusillés pour l'exemple » (hors exécutions sommaires), les autres ayant vu leur peine commuée en travaux forcés. Prononcées pour refus d'obéissance, mutilations volontaires, désertion, abandon de poste devant l'ennemi, délit de lâcheté ou mutinerie, ces condamnations ont longtemps été cachées par les autorités militaires et l'État français. Il faudra attendre 1998 pour qu'à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de l'armistice, un représentant de l'État, Jospin, à l'époque Premier ministre, souhaite que les soldats « fusillés pour l'exemple », « victimes d'une discipline dont la rigueur n'avait d'égale que la dureté des combats, réintègrent aujourd'hui, pleinement, notre mémoire collective nationale ». Mais jusqu'à aujourd'hui, rien n'est vraiment réglé.

Ainsi deux artistes, Jacques Cohen, sculpteur, et Antoine Rubinat, peintre, ont décidé de mener une campagne de signatures autour de deux œuvres d'art afin de demander la réhabilitation des « fusillés pour l'exemple ». En ce sens, ils ont écrit à François Hollande, dont « l'état-major particulier » leur a répondu : « très attaché au devoir de mémoire et sensible à votre démarche, le chef de l'État m'a confié qu'il avait bien pris note de votre attente. Cependant, il n'est pas envisagé de recourir à de nouvelles dispositions pour la reconnaissance des conditions extrêmes ayant conduit ces soldats à faillir à leur devoir ». Chacun appréciera la clarté, voire la violence, de la formule employée par le représentant de l'État : « la reconnaissance des conditions extrêmes ayant conduit ces soldats à faillir à leur devoir »... Pour cette fine plume, il n'y a visiblement aucun doute : entre 1914 et 1918, la hiérarchie militaire et l'État français avait, eux, un sens du « devoir » bien prononcé !

## SEUILS SOCIAUX **Arrière toute!**

Dans la foulée de son passage en force sur la loi Macron, le gouvernement reste dans sa logique : « déblocage » de la société, suppression des rigidités du marché du travail qui constitueraient un obstacle aux embauches...

Après la libéralisation tous azimuts de la loi Macron, l'étape suivante vise aujourd'hui à mettre en cause l'ensemble des institutions représentatives du personnel (IRP).

### Suivant la taille des entreprises

Pour celles de moins de 11 salariéEs (TPE), contrairement aux dernières préconisations des négociations Medef-syndicats, la loi prévoit la création d'une représentation unique, constitué par des commissions régionales de 10 représentantEs salariés et 10 représentantEs patronaux, dont la mission sera de « conseiller » employeurs et salariéEs sans droit de regard sur l'activité de l'entreprise. Le mode d'élection (ou de désignation) n'est pas précisé. Réclamée par les syndicats, cette représentation est approuvée par le Medef et l'UPA, mais pas par la CGPME. La CFTD et une partie du patronat s'accordent pour qu'elles jouent aussi un rôle de « médiation » en cas de conflit. Pour les entreprises de 11 à 50 salariéEs, rien ne devrait changer, avec une représentation assurée par des



Le Medef peut applaudir des deux mains. DR

déléguéEs du personnel (DP). Leur élection est en théorie obligatoire tous les 4 ans, mais dans 68% des cas, il n'y a pas d'élus faute de candidatEs... Dans les entreprises de 50 à 300 salariéEs, le projet consiste à étendre la délégation unique du personnel (DUP), qui regroupe DP et CE, comme c'est déjà le cas dans les entreprises de 50 à 200, DUP qui se réunit chaque mois avec des réunions séparées des DP et du CE. Mais surtout il s'agirait d'inclure également le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

(CHSCT). Si les trois instances devraient conserver leurs prérogatives (droit d'alerte, d'ester en justice, d'expertises, etc.), leur regroupement provoquera mécaniquement une diminution importante du nombre de salariéEs « protégéEs », c'est-à-dire dont le licenciement est soumis au contrôle de l'inspection du travail. Au-dessus de 300 salariéEs, la loi donnerait la possibilité de regrouper les instances et d'organiser librement leurs consultations, si les syndicats de salariéEs représentant plus de 50% des salariéEs sont d'accord.

### Négocier ou mobiliser ?

Si le maintien des différentes instances est affirmé, les discussions entre « partenaires sociaux » vont se cristalliser sur les moyens dont vont bénéficier instances et organisations syndicales, notamment en nombre de déléguéEs et d'heures de mandats. En parallèle, la valorisation des parcours professionnels des représentantEs des salariéEs va de nouveau être mise sur la table.

La ligne de fracture sur ces questions passe entre syndicats et syndicalistes pour lesquels le dialogue social est au centre de leur action, et ceux pour lesquelles les IRP sont utilisées comme des moyens de défense des intérêts des salariéEs. Sécurisation du parcours pour les partisans du « dialogue social », lutte contre les discriminations et la répression pour ceux qui se revendiquent de la lutte de classes.

Les positionnements des confédérations vont de l'accompagnement total – CFTD-CGC-CFTC – à la volonté d'un compromis acceptable en cas de compensations significatives pour les autres centrales. Ces confusions viennent s'ajouter à la distance qui s'est creusée entre les IRP et les salariéEs, les doutes sur leur efficacité comme instrument de défense de leurs intérêts.

Des raisons supplémentaires pour engager débats et mobilisation dès la journée du 9 avril centrée sur la loi Macron.

Robert Pelletier

## Le chiffre

# 22 000

C'est le nombre de postes supprimés dans les hôpitaux sur trois ans, selon le plan d'économies de l'assurance-maladie. La casse continue... (Les Échos du lundi 2 mars)



## Agenda

**Vendredi 6 mars, meeting contre l'islamophobie et le climat de guerre sécuritaire, Saint-Denis.** À l'appel de plusieurs organisations dont le NPA, à partir de 19h, Bourse du travail de Saint-Denis.

**Samedi 7 mars, réunion débat sur le salaire et l'emploi, Paris.** « Se battre pour un salaire, se battre pour un emploi ? Nouveaux enjeux, nouveaux débats », débat pour l'émancipation avec de nombreux invités à partir de 14h à La Java, 105 rue du Faubourg-du-Temple, Paris 10<sup>e</sup>.

**Dimanche 8 mars, journée pour les droits des femmes.** À Paris, deux manifestations : 14h30 à République (à l'appel entre autres de la Marche mondiale des femmes) et à 14h à Belleville (à l'appel entre autres du collectif 8 mars pour toutes).

**Vendredi 13 mars, rencontres de La Brèche, Paris.** À partir de 18h, présentation par les auteurs du livre *Israël-Palestine, le conflit dans les manuels scolaires*.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

Plutôt que de s'attaquer à de vrais corporatismes qui entravent la croissance dans notre pays et ruinent la France, comme les dockers de la CGT dans les ports ou la CGT du livre dans la presse, le gouvernement a voulu régler le sort des notaires, sans doute coupables de trop travailler...

NICOLAS SARKOZY dans une interview publiée le lundi 2 mars dans le Figaro



La manifestation à l'appel d'Antarsya à Athènes ce jeudi 26 février. DR

### Construire des initiatives unitaires et de classe

On ne s'attardera pas ici sur la tactique de la droite qui voudrait faire voter au Parlement l'accord de l'Eurogroupe dans l'espoir de voir Syriza se diviser (ainsi, Lafazanis, dirigeant de la Plateforme de gauche de Syriza, refuse un tel vote...), ni du Pasok qui veut faire reconnaître par la direction de Syriza qu'elle est enfin devenue réaliste en se ralliant à la politique du précédent gouvernement... Ce qui est déterminant aujourd'hui, ce sont les prises de position à gauche, et les perspectives pour une opposition qui impose une ligne de rupture avec la logique de la troïka, et pas seulement des mesures d'aide humanitaire même si elles sont fondamentales en cette période. La semaine écoulée a vu les premières mobilisations ou déclarations allant dans ce sens, mais le constat est l'absence de démarche ! Du côté de Syriza, DEA fait une analyse critique

qui rejoint celle de courant Antarsya, mais que ce soit dans les déclarations de ses dirigeants ou dans leur tract ne proposant rien de concret (« Pas un pas en arrière »), les perspectives restent largement à définir.

Deux rassemblements ont eu lieu la semaine passée : le premier à l'appel d'Antarsya et d'autres, réunissant un millier de personnes sur le thème « ni FMI ni UE, que le peuple prenne ses affaires en mains » ; le second à l'appel du KKE, réunissant quelques milliers de personnes sur une ligne d'« alliance populaire » autour du seul KKE (avec dans leur journal une critique stupide d'Antarsya !).

Or, toutes ces initiatives et prises de positions le montrent : si le courant radical parvient à proposer des initiatives unitaires (manifestations, propositions sur la dette...), il pourra empêcher les reculs actuels et permettra d'avancer !

D'Athènes, A. Sartzekis

Alors que le catalogue des propositions validées par l'Eurogroupe (et le Parlement allemand) maintiennent la logique des mémorandums (et l'asphyxie financière !), la ligne de la direction majoritaire de Syriza serait donc de s'autoféliciter pour avoir ouvert

la possibilité des réformes, pour avoir divisé le camp européen et international, avançant par ailleurs la thèse d'une machination allemande. Conclusion de tout cela au comité central : le parti a certes droit à la critique, mais il doit offrir un visage plus uni...

### L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## AGRICULTURE

# La marche à l'envers

Présenté au conseil des ministres du 18 février, le bilan des groupes de travail sur l'agriculture instaure la simplification tous azimuts...

Relever les seuils pour les volailles, réduire les délais contre les recours laissant peu de temps aux opposants pour mobiliser et acter en justice. Pour les barrages, la leçon de Sivens n'a pas été entendue, c'est le toujours plus, et toujours aux frais des usagers privés ! Au niveau commercial, ce sont les mêmes vœux pieux entendus depuis des dizaines d'années pour rééquilibrer les relations entre grande distribution et producteurs (avec les paysans mis dans le même sac que l'agro-industrie).



Au salon de l'agriculture le ministre ne trinquait certainement pas à la santé des petits paysans... DR

La recherche devra à la fois sauvegarder l'environnement tout en créant de la valeur ajoutée, grâce au numérique, à la robotique, à la technologie bien entendu affublée du préfixe « bio » pour faire bien. Le pire est à craindre : des agriculteurs toujours plus déconnectés de la terre et toujours plus dépendants d'une technicité qu'ils ne peuvent pas maîtriser.

Les conditions de travail des salariéEs agricoles étant parmi les plus pénibles, on s'attendait à une protection accrue et à une meilleure reconnaissance de la pénibilité. Mais c'est le contraire...

## « Simplifier » la « pénibilité »...

Les facteurs à prendre en compte dès 2015 pour le compte pénibilité ne s'appliquaient déjà pas à l'agriculture. Pourtant, le travail répétitif est la norme en maraîchage (ramassage des légumes, repiquage des plants), en viticulture (taille des vignes, vidange) ou en arboriculture fruitière (taille des arbres, cueillette des fruits). Le prétexte de la petite taille des entreprises agricoles justifie l'abandon du compte pénibilité « pour éviter un surcroît de tâches bureaucratiques »... La pénibilité sera donc appréciée par une « approche par métier » et non plus au cas par cas, et sera négociée « le cas échéant » par les partenaires sociaux. Lesquels ? La FNSEA – qui a déjà obtenu tout ce qu'elle voulait – va-t-elle négocier ? Où sont les syndiquéEs agricoles ? Et comment définir la pénibilité entre un cueilleur assis sur une plateforme, qui va ramasser des centaines de laitues à l'heure, et l'ouvrier chez un petit maraîcher ? Comment définir la pénibilité de température par métier ?

Pour mieux insérer les jeunes dans le secteur agricole, là aussi, c'est la simplification qui est de mise. Le régime de déclaration remplacera les régimes d'autorisation pour les métiers dangereux. Pour les travaux à faible hauteur (la « faiblesse » de la hauteur ne garantit pas la sécurité, on ne compte plus les morts par chute d'une échelle) mais aussi et surtout lors de contact avec des machines dangereuses, (en agriculture ou en élevage, la plupart des machines le sont...). Mais pour ce gouvernement, seule compte la rentabilité des entreprises, pas la protection des jeunes. Nulle part n'est prise en compte la réserve d'emplois futurs que constituerait le développement de l'agriculture bio, de l'agroforesterie et de la permaculture. À nous d'imposer la marche avant !  
**Commission nationale écologie**

Le salon de l'agriculture aura été placé sous le signe du Rassemblement bleu marine. Quand Marine Le Pen y est venu passer la journée sous l'œil des caméras, le terrain avait été préparé par Hollande et Valls pour qu'elle puisse se féliciter de leurs attaques. Elle s'est empressée d'ironiser sur « une forme de panique » et de dénoncer ces attaques qui viseraient la seule opposante défendant les classes populaires, en particulier les intérêts du million d'agriculteurs du pays victimes des normes, de « la concurrence de produits à bas coûts dans le cadre d'un dumping considérable », de la PAC...

Ce faisant, elle répondait à François Hollande qui déclarait : « Malgré toutes les imperfections de la Politique agricole commune, c'est quand même cette PAC qui a permis depuis cinquante ans à notre agriculture de se développer », rajoutant « Il ne faut pas écouter les populistes, il faut écouter l'Europe qui a des solutions pour les agriculteurs. Le populisme ronge les campagnes, avec eux il n'y aurait plus d'Europe, plus d'aides aux agriculteurs, plus de garanties sur un certain nombre de prix ». Deux jours après, Valls en rajoutera une couche : « les agriculteurs savent ce qu'ils doivent aux pouvoirs publics, particulièrement à l'Europe. Voter Front national, c'est détruire ce modèle européen qui a aussi soutenu l'agriculture française ».

## « Bêtes et méchantes »

Les sourires populistes n'empêchent pas les tréfonds réactionnaires sur lesquels prospèrent le FN de remonter à la surface, à travers des déclarations nauséabondes, racistes, xénophobes de divers postulants. Ainsi, les candidats du canton de Narbonne 2 appellent les « socialistes, communistes et musulmans » à faire « Un

# FN Démagogie populiste, racisme et xénophobie

Le gouvernement, le PS et les médias voudraient faire une campagne de pub pour le FN qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Alors que commence la campagne pour les élections départementales du 22 mars, les uns et les autres réussissent à mettre le FN au centre de tous les débats. Marine Le Pen ne pouvait rêver mieux.



Rira bien... DR

geste pour la planète: suicidez-vous ! ». La candidate du canton de Torcy (77) multiplie les propos s'en prenant aux musulmans, aux Algériens, aux Tunisiens, aux Noirs, etc. Une candidate dans l'Ariège compare « l'Islam et les mahométans » à la « peste bubonique du 21<sup>e</sup> siècle » et s'en prend aux « sales gouines ». Un candidat a été désinvesti pour s'être revendiqué de la devise pétainiste : « Travail, famille, patrie », et un autre a été exclu pour des propos sur Facebook dans lesquels il appelait au meurtre de juifs !

Louis Alliot voit dans cette multiplication de bavures, si l'on peut dire : « simplement beaucoup de bêtise, ça relève de discussions bêtes et méchantes. » Un ton bien complaisant, et une façon de reconnaître que cette bêtise méchante, et dangereuse, fait partie du patrimoine culturel de son parti.

## « Maîtres de l'élection » ?

Marine Le Pen ignore tout cela pour ne regarder que la ligne bleu marine de la présidentielle. Elle

voit les candidats FN « maîtres » des élections départementales pour être à même « d'influencer la politique menée dans les départements ». Le FN présente 7 648 candidats dans 1 912 cantons : « 98 % des Français auront la possibilité de glisser dans l'urne des bulletins Bleu marine. Le FN est plus que jamais le premier parti de France [...] Nous sommes le centre de gravité de la vie politique », peut affirmer Marine Le Pen dénonçant un « nouveau programme commun » entre l'UMP et le PS, un « programme commun contre le FN ». « Après les départementales et les régionales, ce sera la grande ligne droite vers 2017... » De la mise en scène à la victoire, il y a un fossé, mais le PS et l'UMP mettent tant d'ardeur à tenter d'utiliser le FN dans leur propre lutte pour le pouvoir qu'ils contribuent à rendre crédible son discours.

La seule force capable de s'y opposer réellement est une opposition démocratique du monde du travail, de la jeunesse, en solidarité avec les luttes en Grèce, en Espagne et dans toute l'Europe pour en finir avec l'austérité et la dette.

**Yvan Lemaître**

# PS ET «FRONDEURS» Je t'aime... moi non plus

Après le coup de force du gouvernement pour faire passer la loi Macron, les «frondeurs» ont été mis au ban des accusés. Le psychodrame disciplinaire s'est terminé avec un simple rappel au règlement pour les contestataires... échéances électorales et congrès du PS oblige.

Le gouvernement a donc refusé de tenter le diable. Devant les critiques et le positionnement des «frondeurs» sur le projet de loi Macron, il a préféré passer en force, utilisant le 49-3. Un coup de force justifié le soir même par Valls : « la France a besoin d'autorité. Autorité pour lutter contre la menace terroriste (...) mais nous avons aussi besoin d'autorité pour redresser le pays ». Après ce coup de force institutionnel (!), nous avons eu le droit pendant une semaine aux menaces de sanctions, voire d'exclusions, pour celles et ceux qui sortiraient du droit chemin, entendez qui continueraient à s'abstenir, voire pire à voter contre (mais là les «frondeurs» se font plus rare), sur les prochains projets de loi du gouvernement.

## Au pas...

Mardi 24 février, une semaine après que le gouvernement est passé en force à l'Assemblée nationale, le bureau national du Parti socialiste a donc adopté un texte qui veut remettre les troupes en ordre de bataille et se veut ferme auprès des «frondeurs». Le texte stipule que l'instance exécutive du parti, « en dialogue avec les groupes socialistes au Parlement, donnera maintenant ses consignes sur les textes après audition du gouvernement ». « Tout manquement aura les conséquences prévues par nos règles internes », est-il encore écrit. S'il réaffirme



que le PS est « un parti de débat », le texte adopté affirme aussi que « la cohésion ne se discute pas ». Selon Cambadélis, le patron du PS, ce texte permettra dans les semaines qui viennent d'avoir une plus forte cohésion et surtout « il n'y aura pas de vote contre » à l'Assemblée. En effet, si des députés voulaient à nouveau se prononcer

contre un texte, « le bureau national se réunira (...), il peut saisir la commission des conflits (...), il peut y avoir un certain nombre de mesures qui vont du blâme à l'exclusion »...

## ... mais sans trop se diviser

Ceci dit et écrit, afin de calmer toutes les sensibilités du parti, Cambadélis a encore joué au

rassembleur, ajoutant une petite dose critique du gouvernement dans le texte, avec la revendication que le « mémorandum » du PS sur la loi Macron soit étudié plus avant, demandant encore et toujours que chacune des convictions soit prise en compte... Bref une critique sur la méthode, et comme toujours rien sur le fond.

Cela permet ainsi à tous d'y trouver son compte, et de faire en sorte que le Parti socialiste apparaisse uni et soudé, quelques semaines avant la claque annoncée des élections départementales. Mais, à quelques mois du congrès, Cambadélis veut aussi paraître comme celui qui, malgré les difficultés, aura tenu les deux bouts et aura permis de garder le parti rassemblé. Mais derrière ce dernier rebondissement du psychodrame, rien n'est réglé. La volonté de ce gouvernement de continuer à gouverner pour le patronat est toujours intacte, et les mauvais coups sont déjà en cours. Aussi les pseudos «frondeurs» devront choisir : stop ou encore ? Pour nous, la réponse est claire et cela commence par se mobiliser fortement pour la réussite de la journée du 9 avril. Pour les «frondeurs», rien n'est moins sûr...  
**Sandra Demarcq**

# ALGÉRIE De l'eau dans le gaz... de schiste à In Salah

**Entretien.** Samedi 28 février, le lancement d'un deuxième puits-pilote cette semaine par la compagnie américaine Halliburton, avec la Sonatrach, a été le détonateur de violents heurts à proximité du site gazier situé à 10 km de In Salah. Un « climat d'émeute » dira Abdelkader Bouhafs, militant anti-gaz de schiste, où les femmes participent aussi aux affrontements. Mardi 24 février, à l'occasion d'un rassemblement devant le consulat d'Algérie à Paris, nous avons rencontré **Zoheir**, militant algérien contre l'exploitation du gaz de schiste.

**Pourrais-tu nous donner les raisons du mouvement en Algérie et de ce rassemblement ici à Paris ?**

Aujourd'hui, en Algérie des manifestations ont lieu à travers tout le pays pour soutenir la lutte des populations de In Salah qui manifestent depuis plus de 62 jours quotidiennement contre l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste. Des rassemblements ont lieu le même jour en Europe : Londres, Genève, Hambourg, Lyon et donc ici Paris à l'appel de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) - France regroupant les représentants des partis Jil Jadid, RCD, MSP et Aladala, ainsi que le Collectif contre le gaz de schiste en Algérie, des associations comme ACA (Action pour le changement en Algérie), Initiative Ibtikar et des étudiants algériens de l'Association des étudiants nord-africains et des membres d'organisations françaises. Pour la première fois depuis l'indépendance, toutes les régions du pays se sont unifiées avec les mêmes mots d'ordre contre le gaz de schiste, contre ce régime illégitime. Les Algériens se sont mobilisés malgré la répression et des arrestations, notamment à Alger, et la présence de très nombreuses forces de l'ordre. Le 24 février 1971 est le jour de la nationalisation des hydrocarbures par Boumédiène... Cela touche donc



Au rassemblement parisien contre le gaz de schiste. DR

à la souveraineté nationale. Les slogans des manifestantEs, « *Nous ne voulons pas d'un néocolonialisme déguisé* », exprime cela. L'exploration et l'exploitation du gaz de schiste se fait sans consultation de la population. Comme à son habitude, ce régime tente de passer en force, interdisant toute expression démocratique, alors que cela engage le présent et les générations futures. Alors qu'en France, l'exploration est actuellement arrêtée pour des raisons d'environnement et de santé publique, Total est néanmoins soutenu par les autorités françaises pour participer à son exploration en Algérie... C'est mauvais pour les Français, mais c'est bon pour les Algériens ? La première bombe nucléaire française avait été testée

dans le sud, à Reggane. À l'époque on nous a dit que cela serait sans impact. Or à ce jour, des personnes souffrent encore des séquelles dues à ces explosions. Les populations du sud ont déjà donné !

**Alors que l'Algérie est un producteur important du pétrole, pourquoi le gouvernement se lance-t-il dans le gaz de schiste ?**

Il n'y a quasiment pas d'industrie, le niveau des importations est très élevé : biens de consommation courants et produits finis financés par les exportations d'hydrocarbures qui assurent 98 % des ressources. Cela permet en outre d'assurer la paix sociale. Or, le cours du pétrole a fortement baissé et le risque à terme est de ne plus pouvoir être

en capacité d'assurer la rente. Le gaz de schiste est donc ce « nouvel El Dorado » qui devrait sauver la rente. Le régime n'a pas de stratégie de développement à moyen et long terme pour sortir de cette dépendance. L'énergie solaire serait un moyen mais de la même façon, les investissements ne sont pas faits pour garantir l'avenir.

**Et pour ce qui concerne l'eau ?**

La fracturation a un impact sur la nappe phréatique. Or l'eau est vitale, notamment pour le sud. En touchant à la nappe phréatique, on se coupe un bras. Les risques sont très importants. De plus, il faut des quantités d'eau très importantes, mélangées à des produits toxiques, dans une région qui en manque. Les études d'impact ne nous satisfont pas car la confiance est nulle envers l'État. Ce sujet est d'ampleur nationale et cristallise l'opposition de toutes les organisations politiques et environnementales, et d'abord de toute la population.

**Cela peut-il être une activité créatrice d'emplois ?**

En Algérie, les entreprises étrangères viennent avec leur savoir-faire, leurs moyens et leur personnels. Il en sera de même pour le gaz de schiste. Un exemple : l'autoroute Est-Ouest a été réalisée par des travailleurs chinois, et les chômeurs algériens assis au bord de la route les regardaient travailler... L'Algérie sert-elle à régler les problèmes du chômage chinois ?

**Quel soutien pouvons-nous apporter ?**

Il faut comprendre qu'il y a des forces qui luttent pour un changement démocratique. Il est nécessaire de médiatiser, et d'informer sur la lutte menée contre le gaz de schiste en Algérie, que les populations du sud sachent qu'elles sont soutenues dans leur lutte contre le gaz de schiste par des organisations et associations françaises.

**Propos recueillis par Alain Jacques**

## ISRAËL Une liste arabe unifiée qui peut changer la donne



Les représentants de la Liste commune. DR

**C'est sur un coup de tête que Benjamin Netanyahu a annoncé de nouvelles élections législatives qui auront lieu le 17 mars...**

**A**vec une majorité confortable, même après le départ de son allié du centre droit Yesh Atid, Netanyahu pouvait tranquillement aller jusqu'à la fin de son mandat, et poursuivre sa politique jusqu'au-boutiste et suicidaire qui va jusqu'à provoquer une crise majeure avec l'allié étatsunien.

**Un Likoud sans opposition**

Tout laisse prévoir que ces élections vont être un coup pour rien, et qu'au lendemain du 17 mars ce sera du pareil au même. Pourtant, Netanyahu n'est pas apprécié, c'est peu de le dire, et sa politique intérieure et internationale n'est pas un succès : la croissance économique s'essouffle, le niveau de pauvreté a encore augmenté et l'isolement d'Israël sur la scène internationale est sans précédent. Sans oublier l'agression militaire contre Gaza, qui, pour l'État hébreu, a été un échec. Si tous les sondages donnent le Likoud gagnant, ce n'est donc pas tant à cause d'une éventuelle performance de la part de la coalition de droite, mais plutôt à cause de la nullité de ce qu'on appelle encore l'opposition. En réunissant leurs forces dans une seule formation politique, les Travaillistes menés par Yitzhak Herzog et le « Mouvement » de l'ancienne ministre des Affaires étrangères, Tsipi Livni, pensaient gagner une majorité lors du prochain scrutin, mais ils n'ont pas réussi leur percée. L'électorat est moins bête que ce qu'on a l'habitude d'écrire dans les médias, et il comprend que la nouvelle coalition n'est qu'un Likoud B, qui non seulement n'a rien à opposer à Netanyahu, mais s'oriente ouvertement vers un gouvernement d'union nationale. Les électeurs préféreront toujours l'original à une pale copie... Rajoutons que même s'il faisait un meilleur score que le Likoud, le tandem Herzog-Livni n'a pas les moyens de former une coalition majoritaire de centre gauche. Il n'y a donc rien à attendre de ces prochaines élections... sauf du côté de l'électorat arabe, et c'est bien dans ce secteur que nous sommes témoins d'une véritable révolution.

**Dynamique unitaire autour de la « Liste commune »**

En effet, l'amendement à la loi électorale concocté par le ministre des Affaires étrangères d'extrême droite, Avigdor Lieberman, qui a augmenté le minimum nécessaire pour avoir des élus, a obligé tous les partis arabes à s'unir dans un seul bloc électoral : communistes, nationalistes et islamistes se sont donc unis dans la « Liste commune » et, s'ils parviennent à mobiliser l'électorat palestinien d'Israël, peuvent obtenir 14 élus, certains rêvant même de 15, devenant ainsi la troisième formation à la Knesset. Cette dynamique unitaire a permis à quelques centaines de militantEs juifs de la gauche non sioniste de se retrouver ensemble pour soutenir une liste qui est la seule à se positionner en opposition au discours dominant et consensuel dans la population juive. La priorité est aujourd'hui de convaincre l'électorat arabe d'Israël d'aller voter, car au cours des deux dernières décennies l'abstention était de près de 50%. Si une dynamique de soutien à la « Liste commune » se concrétise, on peut légitimement espérer qu'elle se poursuive après les élections, mettant ainsi fin à une quinzaine d'années de recul dans la mobilisation populaire de la minorité palestinienne d'Israël. En ce sens, la constitution d'une liste arabe unifiée change la donne, et pas seulement sur le plan électoral.

**Michel Warschawski**

Article publié dans le *Courrier de Genève*.  
Intertitres de la rédaction de *L'Anticapitaliste*.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

## UKRAINE « La guerre renforce les nationalistes radicaux des deux côtés »

**Entretien.** Membre de l'Opposition de gauche - Ukraine Socialiste, **Zakhar Popovitch** revient sur la situation en Ukraine depuis la signature des accords de Minsk 2.

**Comment ton organisation perçoit-elle les accords de Minsk 2 pour un cessez-le-feu ?**

Nous sommes pour un cessez-le-feu – sous contrôle international – mais dénonçons toute logique de « diplomatie secrète » entre grandes puissances qui déterminerait la Constitution de l'Ukraine. L'urgence première est à la désescalade pour mettre fin à la catastrophe humanitaire qu'affrontent notamment les populations de l'est de l'Ukraine. Mais il faut aussi stopper la rhétorique raciste qui, des deux côtés, accompagne la guerre. Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie, comme dans le passé stalinien, dans la propagande russe le mot « Ukrainien » veut souvent dire « fasciste » et l'Ukraine est traitée comme « un accident de l'histoire ». En même temps, nous dénonçons le mépris envers les populations de

l'est traitées de « Vatniki » (présentation péjorative du vêtement des ouvriers) et la désastreuse « Opération anti-terroriste » du gouvernement de Kiev. La guerre renforce les nationalistes radicaux des deux côtés, avec un risque majeur de dictature autoritaire, pendant que les populations de l'Est sont prises en otage entre les crimes des deux côtés. Kiev a coupé les subsides après le non-respect par les pouvoirs locaux des lois électorales du pays.

**Ce cessez-le-feu est-il crédible ? Que veut Poutine ?**

Le bilan est contrasté. D'un côté, Poutine a renforcé sa popularité en Russie depuis l'annexion de la Crimée que les négociations de Minsk entérinent de fait. Et celles-ci impliquent une forme de reconnaissance des « républiques populaires » de Donetsk et Lougansk (RPD et

RPL) et de leurs dirigeants « élus » sans la moindre base démocratique. Ce sont des points d'appui pour Moscou pour défendre ses intérêts au sein de l'Ukraine et dans l'UE. Mais Poutine a du « faire le ménage » parmi des dirigeants de ces « républiques populaires », et mesurer leur difficulté à mobiliser activement les populations de l'Est de l'Ukraine. Le sentiment national ukrainien (et pro-OTAN) s'est renforcé, y compris dans l'est où la défiance réelle envers Kiev n'implique pas une majorité sur des bases sécessionnistes. En pratique, Moscou ne veut pas prendre en charge des subventions que Kiev fournissait à la région. Le vocabulaire de « Nouvelle Russie » a été abandonné : il s'agit d'obtenir pour l'Union des « républiques populaires », un statut d'État dans l'État ukrainien.

**Quels sont vos objectifs immédiats ?**

Nous sommes pour un statut neutre de l'Ukraine, le retrait des troupes russes et une démilitarisation immédiate de toutes les régions en guerre. Au plan international, il faut aider toutes les victimes de cette guerre, rompre avec les positions unilatérales (où l'on choisit son « camp »). Nous œuvrons à la réunification d'un mouvement ouvrier ukrainien et d'une gauche se battant pour un agenda démocratique et social dans tout le pays. Nous ne reconnaissons à la Russie aucun « droit historique » sur l'Ukraine : c'est aux populations de déterminer librement leurs choix contre toute dictature sociale et politique, d'où qu'elle vienne.

**Propos recueillis par Catherine Samary**

# Loi Macron : vers plus de précarité encore pour les femmes

Déjà les plus précaires du salariat, avec la déréglementation du travail de nuit et du dimanche prévu, les femmes paieront une fois de plus bien cher les régressions sociales portées par le projet de loi Macron. Dès ce 8 mars, l'opposition des femmes contre la loi Macron doit se faire entendre dans la rue.

## La précarité au travail, une réalité féminine

Si les femmes ont très largement « intégré le marché du travail », comme le dit le vocabulaire économique, elles sont les premières concernées par le sous-emploi. Ainsi, près d'un tiers d'entre elles travaillent à temps partiel, pour 6,7 % des hommes. Et au total, 83 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes. Il faut ajouter que les secteurs qui recourent le plus aux temps partiels sont le commerce (32 % des employéEs en CDD) et l'aide à domicile (50 % des personnels en CDD), des secteurs très féminisés ! Les femmes subissent aussi davantage l'emploi en contrat précaire : 12 % des femmes qui travaillent sont en CDD ou en intérim, 9 % des hommes. Et dès le premier emploi, le ton est donné : quel que soit le niveau d'études, les femmes sont plus souvent recrutées en CDD à la sortie du système éducatif. Et plus le niveau d'étude est faible, pire c'est : 48 % des jeunes femmes sans qualification sont recrutées en CDD, 25 % des jeunes hommes dans la même situation.

Ces éléments expliquent, mais pas à eux seuls, les écarts salariaux entre hommes et femmes : tous temps de travail et secteurs confondus, le salaire moyen des femmes est de 24 % inférieur à celui des hommes. Concrètement, si l'on prend le salaire moyen (2312 euros), cela représente 447 euros par mois. Ces écarts ont des conséquences très concrètes sur les conditions de vie des femmes : elles sont davantage touchées par

la pauvreté monétaire, renoncent le plus souvent aux soins, ont plus difficilement accès aux activités sportives et culturelles, etc.

## L'attaque frontale de Macron : le travail de nuit et du dimanche

Du fait de la situation des femmes au travail, toute offensive contre les salariéEs a des conséquences amplifiées et spécifiques pour les femmes. De ce point de vue, la mesure de la loi Macron qui inquiète le plus est l'extension et l'assouplissement du travail de nuit et du dimanche. À ce titre, il faut se rappeler que l'« ouverture » du travail de nuit aux femmes en 1992 avait alors été présentée comme une mesure d'égalité... Elle a surtout permis au patronat de multiplier par deux le nombre de salariéEs de nuit !

Or, le travail de nuit a des répercussions très réelles sur la santé de tous les travailleurEs. Une étude de la DARES de 2005 sur l'évolution du travail de nuit et du soir rappelait ainsi que « le travail de nuit a des effets nocifs pour la santé, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Mais comme les femmes ont des charges familiales et extra-professionnelles plus lourdes, leur capacité de récupération entre deux postes est probablement moindre et les difficultés d'organisation familiale plus importantes. » Concernant leur santé, une étude menée par des chercheurs de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) publiée en 2012 conclut à un risque accru de cancer du sein chez les femmes ayant travaillé de nuit. En innovant dans la régression sociale et en



À la caisse en semaine... et aussi le dimanche. DR

introduisant la notion de travail de nuit « soignée » pour les heures travaillées entre 21 h et 24 h, la loi Macron étend encore plus les possibilités du patronat d'exploiter 24 h/24.

## Libre et volontaire ?

Concernant le travail du dimanche, les femmes représentent d'ores et déjà 56 % des salariéEs travaillant ce jour-là. Et le chiffre est encore plus important pour les jeunes femmes entre 15 et 29 ans habitant en zone urbaine sensible (ZUS) : selon les chiffres d'un rapport du Haut conseil à l'égalité, plus d'une sur cinq travaillait régulièrement le dimanche en 2012.

Le gouvernement a beau jeu de reprendre le vocabulaire libéral du volontariat et de la liberté de choix, qui peut sérieusement penser que les salariéEs concernés (commerce, hôtellerie, nettoyage), et qui connaissent déjà le temps partiel et les bas salaires, sont réellement

« libres » de choisir de travailler le dimanche ? Et cerise sur le gâteau : le texte de loi ne prévoit aucune contrepartie minimale au travail du dimanche (majoration de salaire et/ou repos), mais renvoie cette question à la négociation locale. La liberté sauce Macron, c'est celle du patronat de rendre plus flexibles encore le travail et nos temps de vie.

Alors ce 8 mars, nous serons dans la rue pour clamer que nos dimanches, nos soirées et nos nuits, nous appartiennent, et lutter pour ce qui permet un réel progrès social pour tous et toutes : l'augmentation des salaires, avec pas salaire inférieur à 1700 euros et l'égalité salariale ; la transformation des contrats précaires en CDI ; l'interdiction du temps partiel imposé ; la réduction du temps de travail, sans diminution de salaire ni aggravation des conditions de travail.

Abby Taró

**P**our ce 8 mars 2015, les luttes pour les droits des femmes sont toujours autant d'actualité, et de nombreuses initiatives sont prévues partout en France.

À Paris, la division du mouvement féministe autour des questions de l'islamophobie et de la prostitution se retrouve dans la rue, avec deux manifestations distinctes. Le NPA appelle et sera présent aux deux manifestations, et continue à défendre le projet d'un mouvement autonome des femmes réunifié, notamment en favorisant les

## Paris 8 : une grève menée par les premières concernées

L'entrée des femmes sur le marché du travail s'est faite à la chaleur des luttes et des besoins capitalistes de main-d'œuvre. Pourtant, tout cela n'a pas remis en cause le travail reproductif effectué gratuitement, ni les rapports de genres au sein du travail...

Vingt-cinq pourcent de différence de salaires, double de journée de travail, plafond de verre, auxquels s'ajoute la discrimination sectorielle, enferment les femmes là où elles incarneraient le mieux les « vertus féminines ». Elles constituent ainsi 73 % des employéEs administratifs de la fonction publique, occupant les échelons les moins reconnus et les contrats les plus précaires, et pire lorsqu'elles sont issues de l'immigration...

Depuis le 19 janvier, le Collectif des bas salaires de l'université Paris 8 se bat pour une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail pour l'ensemble du personnel, titulaire et contractuel (cf. articles dans *l'Anticapitaliste* n°277, 278 et cette semaine en page 8-9). Majoritaires

parmi les grévistes, cette lutte révèle les problématiques liées à leur condition de femmes travailleuses.

Le poids des pressions familiales, de leur invisibilité au travail, des rapports hiérarchiques et genrés, et de l'ensemble des violences qu'elles subissent au sein et à l'extérieur du travail, transparaissent dans les discussions, témoignant de l'articulation entre travail précaire et diverses oppressions subies en tant que femmes, le plus souvent, racisées.

## Entre oppressions des femmes et intérêts de classe

Reconnue en tant qu'intellectuelle de « gauche » pour ses travaux sur les mouvements sociaux, Danielle Tartakowsky, présidente de Paris 8, apparaît en contradiction avec l'image qu'elle se donne.

Si l'oppression de genre frappe l'ensemble des femmes, les intérêts de classe révèlent le parti pris qui sépare un camp de l'autre au sein des luttes. L'opacité des comptes, les manœuvres et menaces scandaleuses de rétention de salaire, du jamais vu dans cette université fille de 68, ont contribué à faire tomber les masques.

Les grévistes de Paris 8 sont un exemple de lutte contre la casse de l'enseignement supérieur, mais aussi contre l'alliance entre patriarcat et capitalisme. À l'approche du 8 mars, la lutte des grévistes de Paris 8 doit nous rappeler toutes ces femmes dont la détermination, la lutte et parfois la vie, ont été nécessaires aux acquis d'aujourd'hui et au nom de qui nous continuerons à nous battre pour nos victoires de demain.

Marine et Tania (Paris 8)

## Avortement, une lutte unitaire

Ce 8 mars 2015 est l'occasion de rappeler que la lutte pour les droits des femmes est un combat de 2 000 personnes à Paris en manifestation pour commémorer les 40 ans de la loi Veil, légalisant l'avortement.

Menacé ou interdit encore dans de nombreux pays européens, la France opère aussi un retour en arrière progressif sur ce droit. Le manque de moyens alloués au secteur de la santé touche en effet de plein fouet les femmes : les centres d'IVG manquent de personnel, de places disponibles et consacrent moins de temps à l'accompagnement.

## Des économies au détriment du choix

Le 16 janvier dernier, Marisol Touraine, la ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes a annoncé le remboursement à 100 % de tous les actes afférents à la bonne réalisation de l'IVG. Une mesure qu'il était temps de mettre en œuvre... mais qui devra attendre l'automne 2015 pour être effective. À noter : le délai de réflexion et la clause de conscience des médecins sont maintenus, empêchant une réelle reconnaissance du

droit de choisir pour les femmes. Depuis dix ans, on constate la fermeture ou risque de fermeture de plus de 200 centres IVG partout en France. Dans ce contexte, la volonté de développer les IVG médicamenteuses s'affirme pour réaliser des économies en diminuant les interventions faites en établissement de santé. Une annonce problématique qui enlève aux femmes le droit de choisir.

Autre fait alarmant, les fermetures effectives ou programmées de nombreux centres du Planning familial (Toulouse, Colombes (92)...), centres qui non seulement permettent un accompagnement des femmes qui avortent mais ont un rôle primordial d'information sur la contraception.

## Des perspectives de mobilisation

À l'heure où le Chili entame des démarches pour dépénaliser l'avortement et où l'Espagne recule sur certains points de son



projet de loi – qui initialement souhaitait interdire l'avortement, même en cas de malformation du fœtus – le caractère international de cette lutte se rappelle à nous régulièrement. En France, comme l'année dernière avec la manifestation du



**aux discriminations**

**TES ET  
TALISTES**

**e faudra !**

**commission nationale intervention féministe du NPA**

*mobilisations autour des questions consensuelles. C'est le cas de l'IVG, de la santé, mais aussi du salariat, de la précarité, ou des violences, des thèmes abordés dans ce dossier. Pour autant, dans cette situation, la lutte contre l'islamophobie ne peut être décrochée du mouvement féministe, comme le revendiquent certaines organisations. Au contraire, nous cherchons à construire un féminisme inclusif qui s'adresse à toutes les femmes, dans une perspective lutte de classes et antipatriarcale.*

Chloé Moindreau

**et de longue haleine**

*combat perpétuel. Ce 17 janvier, nous étions plus de 1000 à manifester pour l'avortement, mais aussi pour réaffirmer ce droit.*



À Paris ce 17 janvier, le NPA à la manifestation nationale pour les 40 ans de la loi Veil. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

1<sup>er</sup> février, la mobilisation autour du 17 janvier a permis de montrer que les féministes pouvaient dépasser leurs différends pour s'allier derrière un seul mot d'ordre. Un constat cependant à nuancer au vu des tensions toujours présentes entre le CNDF

et le collectif 8 mars pour touTEs (dont fait partie le Strass). La reconstruction d'un mouvement féministe efficace relève encore aujourd'hui de l'espoir. À nous de faire grandir cette flamme.  
**Delphine**

## Défendre les droits des femmes, c'est aussi combattre l'islamophobie

*Depuis les événements de janvier, les politiques, discours et agressions islamophobes et racistes se sont renforcées. L'islamophobie n'est pas un fait nouveau en France et elle est souvent utilisée par les gouvernements pour faire accepter leurs politiques impérialistes à l'extérieur de la France et leurs politiques liberticides et inégalitaires à l'intérieur. Cela a des conséquences spécifiques pour les femmes musulmanes, réelles ou supposées, et sur le rapport de forces entre notre classe et la bourgeoisie.*

**A**ucune femme ne peut être libre si son pays est sous le joug de l'impérialisme !

Depuis une quinzaine d'années, les politiques et propagandes islamophobes s'accroissent, en France, et plus largement en Europe et aux États-Unis. La stigmatisation « musulmanEs = terroristes » sert à légitimer les guerres impérialistes sur fond idéologique du « choc des civilisations ». L'État français a récemment mené des guerres impérialistes invoquant la lutte contre le « terrorisme » et la défense des « droits des femmes »... Pourtant, des femmes maliennes s'étaient opposées à l'intervention française au Mali, dénonçant son caractère impérialiste et sexiste, mais cette prise de position n'a pas été relayée... Les politiques colonialistes et impérialistes de la France n'ont jamais servi les droits des femmes. Au contraire, les interventions de l'armée française se traduisent même souvent par des meurtres et des violences sexistes, dont sexuelles, pour les femmes !

Il ne faut pas perdre de vue que ces interventions n'ont aucune visée émancipatrice. Elles permettent de mettre en place ou de consolider les intérêts de certains groupes capitalistes français et de garder le contrôle sur des matières premières : pétrole, gaz, coltan...

Notre solidarité internationaliste et féministe passe par la dénonciation et le combat contre l'impérialisme français (et tous les autres) et ses fausses prétentions à défendre les droits des femmes. Nous soutenons les luttes des peuples pour l'auto-détermination et contre l'impérialisme. La lutte pour l'émancipation des femmes sera l'œuvre des femmes elles-mêmes !

**L'islamophobie: un fléau sexiste et raciste !**

Depuis 2004, les lois, circulaires et décrets islamophobes et racistes ont donné un cadre légal à l'islamophobie. Les paroles des femmes visées par ces lois ont été invisibilisées en faveur de discours et de « débats », souvent hostiles, déposant les femmes de leurs vies et de leurs choix. De nombreuses femmes se retrouvent réduites à certains aspects de leurs supposées identités en une seule figure – celle de LA musulmane – et réduite autour d'un objet, le voile ! Des discours directement hérités du colonialisme français ont été massivement réinvestis, entre autre par une altérité entre un « eux » désignant de manière homogène les musulmanEs, réels ou supposés, et un « nous » désignant certainEs « françaisEs »... L'application de ces textes entraîne exclusions des établissements scolaires, interdictions pour des mères d'accompagner les sorties scolaires, licenciements



L'islamophobie au quotidien... DR

arbitraires, violences et harcèlements policiers, restrictions de la liberté de circulation, etc. L'État a fait de la liberté de culte un privilège, dont les musulmanes sont exclues. Dans ce contexte islamophobe décomplexé, les agressions psychologiques et physiques, dont sexuelles (arrachage de voile, insultes, menaces, coups, etc.) n'ont cessé d'augmenter. C'est un climat d'insécurité

général, dont économique, qui s'est installé.

Après les événements de janvier, le gouvernement a mis en place un site (« stop djihadisme ») qui fait des femmes mettant « des vêtements qui cachent le corps » des suspects. Ces politiques islamophobes et sexistes se combinent avec l'imposition d'une « union nationale », qui sert à valider les politiques inégalitaires du gouvernement

PS-Medef. Elles servent aussi à entretenir un climat propice pour mettre en place des mesures sécuritaires et une surveillance généralisée, sur l'exemple des lois dites antiterroristes. Ces politiques sont un fléau pour la majorité de la population en France, musulmane ou non.

**Résister à l'islamophobie et au sexisme c'est possible !**

Résister, c'est ce que font de nombreuses femmes au quotidien en refusant les injonctions. Résister, c'est aussi ce que font celles qui s'organisent pour lutter contre les exclusions, les licenciements, les lois, décrets et circulaires ! Nous dénonçons les agressions racistes et sexistes, quelles soient le fait de la police, de groupes politiques ou d'individus. Nous demandons l'abrogation de toutes les lois islamophobes et racistes, le droit de vote pour les résidentEs et des papiers pour touTEs. Notre combat est résolument féministe, internationaliste, antiraciste et anticapitaliste !

**Audre**

## En Turquie, Özgecan Aslan tuée pour être montée dans un bus

*L'assassinat d'Özgecan Aslan, jeune étudiante de 20 ans, violée, mutilée et tuée par un groupe d'hommes dans un bus, a levé un vent d'indignation dans le pays.*

**L**e phénomène des violences faites aux femmes dans la rue et les transports, y est devenu tragiquement banal : tous les jours des femmes se font agresser car elles se déplacent seules ou en « mauvaise compagnie », le plus souvent sous les yeux de passants indifférents voire complices... Avec sa cruauté particulière, ce crime a servi de détonateur à une colère intégrée depuis de longues années.

Dans près de 40 villes turques, des dizaines de milliers de personnes sont descendues à plusieurs reprises dans les rues pour crier leurs colère et leur indignation. Une pétition lancée sur le sujet a recueilli plus de 300 000 signatures en 24 heures. En soutien, des hommes ont également organisé un défilé très médiatisé en jupes, afin de dénoncer ce climat de violence qui détériore la société tout entière.

**Gouvernement responsable !**

Les associations féministes dénoncent une augmentation du phénomène depuis quelques années (300 femmes tuées sur les dix premiers mois de 2014), augmentation liée à une justice laxiste qui ne condamne



En Turquie dans la rue pour Özgecan Aslan. DR

quasiment jamais les agresseurs, et à un contexte politique de montée des idées réactionnaires de la droite et de l'extrême droite religieuse et conservatrice. Les manifestantEs dénonçaient la responsabilité du gouvernement et de ses discours discriminatoires : en juillet 2014, le vice-Premier ministre Bülent Arinc invitait la gent féminine à « préserver sa décence (...), ne pas rire fort en public et protéger son honneur ». « Notre religion a défini une place pour les femmes, la maternité », disait le président Erdogan en novembre dernier. Le même avait aussi comparé la contraception à une « trahison » dans un discours prononcé lors d'un mariage fin 2014...

« Nous ne sommes pas en deuil, nous sommes révoltés », scandaient les manifestantEs. Ces manifestations font écho à celles contre le viol en Inde, mais aussi à l'actualité de ces derniers mois dans la région : les militantes du PKK turc et les femmes engagées dans les YPJ syriennes ont rappelé que les femmes peuvent combattre les armes à la main en Turquie et en Irak.

Dans le cadre de la Marche mondiale des femmes et du 8 mars, il est fait rappeler que dans le monde entier, la libre circulation dans l'espace public devrait constituer l'une de nos libertés premières.

**Hélène Pierre**

MARSEILLE (13)

## Répression anti-syndicale dans les espaces verts

*L'entreprise Jardin service est on peut dire florissante! Depuis presque 20 ans, le patron et sa famille se partagent le butin, et leurs affaires s'étendent maintenant à de nombreux investissements, notamment dans l'immobilier.*

Une vingtaine d'ouvrierEs se retrouvent sous la coupe d'un patron débonnaire. Le travail est dur et maigrement payé (1450 euros net pour 39h de travail par semaine). L'accumulation de problèmes rencontrés par les salariéEs a donc permis d'engager assez aisément une discussion sur la nécessité de constituer une section syndicale pour se défendre et en découdre. Lorsque le patron a reçu la lettre de désignation d'un responsable syndical, il a convoqué ce dernier pour le menacer. Il a fait le tour des salariéEs pour en faire de même. Et lorsque, toujours mobilisés, ils ont dit non à sa réunion bidon « pour se dire tout ce qui ne va pas », il en a convoqué certains pour augmenter leurs salaires, et a commencé à renouveler du matériel obsolète.

### La liberté de se syndiquer dans le collimateur

Une procédure de licenciement a été lancée contre David, soupçonné en fait d'avoir entraîné les autres salariéEs... Nous avons organisé un rassemblement devant l'entreprise qui a réuni une trentaine de personnes: NPA, sympathisantEs et salariéEs CGT d'une autre boîte d'espaces verts... Il est reproché à David des faits prescrits ou bien insignifiants pour un licenciement. C'est bien la liberté de se syndiquer qui est ici dans le viseur.

Nous continuons à construire la mobilisation en y associant d'autres équipes militantes, en lutte sur cette question des libertés syndicales (postierEs, collectif CAF). Il faut montrer au patron que nous n'accepterons pas ce licenciement anti-syndical et qu'une liste CGT sera bien présente le 2 avril, jour des élections des délégués du personnel auxquelles le patron a été contraint d'appeler. C'est le sens d'un rassemblement-meeting intersyndical non loin de l'entreprise qui pourrait avoir lieu dans les prochains jours mais qui reste à gagner, notamment dans la CGT.

C'est l'ensemble du mouvement social qui doit se mobiliser sur cette question, et la relier aux attaques du gouvernement Hollande-Valls-Macron. Il doit aussi se mobiliser pour soutenir les travailleurEs qui partout sont prêts à se mobiliser, à se syndiquer et à défendre leurs intérêts contre la rapacité toujours plus vorace et violente du patronat, grand et petit.

### Correspondant

Pétition en ligne: <http://www.petitions24.net/>  
contre\_la\_repression\_anti-syndicale\_et\_les\_licenciements

En faisant le buzz en s'attaquant directement à l'État, le premier intérêt de cette démarche c'est de rendre visible la discrimination.

### Ouvrir les yeux

La plupart des Blancs « ne voient pas » cette réalité. D'abord parce que les contrôles au faciès sont plus évidents à Barbès ou à Saint-Denis que dans le centre de Nantes ou dans un village de la Creuse. Mais, surtout, ils sont plus évidents pour les Noirs et les Arabes que pour les Blancs rarement contrôlés. Combien, qui passent, pressés, les barrières du métro et n'ont jamais été contrôlés, remarquent les policiers qui s'adressent à une personne et l'entraînent sur le côté ?

Au préjugé raciste qui est à la base du contrôle au faciès s'ajoute le soupçon sur la réalité même des contrôles au faciès: du « Ils exagèrent » à « s'ils n'avaient rien à se reprocher, ils ne craindraient rien »... Une illustration des moyens par lesquels le racisme institutionnel n'est pas le simple reflet d'un racisme « populaire » mais contribue à le construire.

Et pourtant la réalité des contrôles au faciès est documentée. Une étude faite par des chercheurs du CNRS et parue en 2009 a démontré qu'à Paris, Noirs et Arabes ont respectivement 6 et 8 fois plus de chances de se faire contrôler que des Blancs! Et à cela se surimpose un facteur social, car il y a bien un « look » du contrôlé, bien plus « jeune à capuche » qu'adulte en costume... En septembre 2012, cela était confirmé par une enquête de deux journalistes de *Libération* faite à la gare du Nord à Paris, ainsi que par des documents filmés par l'association « Stop le contrôle au faciès ».

### Une logique d'État

Le deuxième intérêt de la démarche est qu'elle s'attaque à l'État, pointant ainsi l'aspect politique du racisme. S'il est indéniable que la police est raciste, ce racisme policier est mis au service d'une politique

de l'État. D'ailleurs, le premier jugement, qui avait débouté les plaignants en octobre 2012, rend paradoxalement explicite cette politique, puisque le tribunal a considéré que les policiers agissaient dans le cadre de la loi. En appel, à l'avocat du Défenseur des droits, qui, cette fois, soutenait les plaignants, le procureur a conseillé de s'adresser plutôt au législateur. L'association « Stop le contrôle au faciès » revendique que les policiers soient obligés de délivrer des récépissés à chaque contrôle. Mais cela va encore plus loin. Pour ne donner qu'un exemple, la criminalisation des sans-papiers

et migrants permet aux procureurs de délivrer des réquisitions permettant à la police des opérations de contrôle qui, visant les migrants sans-papiers, sont, en pratique, des ordres légaux de contrôles au faciès. La nouvelle loi sur l'immigration en préparation prévoit des pouvoirs renforcés de contrôle aux préfectures.

### Racisme et contrôle social

Les contrôles au faciès sont une conséquence d'une logique de contrôle social des quartiers populaires et des populations les plus pauvres victimes d'un véritable harcèlement policier. Cette logique engendre elle-même les maux qu'elle prétend combattre. Le harcèlement policier ne vise finalement pas la délinquance. Les interpellations, majoritairement pour outrage ou rébellion, sont plutôt le produit des pratiques policières. Ajoutons à cela que les crimes

policiers ne sont pas des bavures mais les conséquences de cette violence de basse intensité. Renforçant le racisme des policiers, ces pratiques favorisent, à l'opposé, les trajectoires qui mènent certains jeunes au terrorisme... qui, en retour, justifie le renforcement des politiques sécuritaires.

D'où l'enjeu de résistances collectives pour briser ce cercle vicieux, contre la police et contre les politiques sécuritaires et racistes de l'État.

Denis Godard

CONTRÔLES AU FACIÈS

# Un racisme d'État

« Si tu es Noir ou Arabe, et si, en plus tu es jeune, alors tu es un délinquant potentiel »... Voilà le sens des contrôles au faciès opérés par la police. Aussi, ils sont treize à attaquer l'État et le ministère de l'Intérieur devant les tribunaux pour contrôles d'identité discriminatoires. Ils passaient en appel ce 25 février à l'initiative de l'association « Stop le contrôle au faciès » et de l'ONG Open Society Justice Initiative.



Prêts pour les contrôles... PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE



MANOIR INDUSTRIE – PÎTRES (27)

## Succès du mouvement de grève

*Judi 19 février, 3 heures du matin: suite à la séance de négociations annuelles, les ouvriers de Manoir industrie ont décidé de se mettre en grève. Cette usine de 350 salariéEs produit essentiellement des tubes en aciers spéciaux pour le nucléaire et l'industrie pétrolière, et les cinq usines du groupe ont été rachetées par un capitaliste chinois.*

Vendredi 20 février, la grève a donc débuté tôt le matin suite à l'annonce des résultats des NAO. La direction proposait 0,3% en augmentation générale et 0,2% en augmentation individuelle au mérite. Cela a suscité la colère des ouvriers et le blocage des entrées et sorties avec piquet de grève.

Plusieurs séances de négociations se sont déroulées pour obtenir la fin du mouvement, mais la direction n'a proposé que des queues de cerise. À chaque fois, les ouvriers ont décidé de poursuivre le mouvement en vu



Les salariéEs de Manoir industrie en grève et en AG. DR

d'obtenir 1% d'augmentation générale pour tous, sachant que le blocage entraîne pour

les capitalistes du groupe chinois Yantai Taihai une perte de 150 000 euros par

jour... Le montant de l'augmentation demandée!

### Rien n'est jamais perdu d'avance

Ce n'est que le vendredi suivant qu'une nouvelle négociation en intersyndicale (CGT, FO, CFDT, CFE-CGC) va donner une proposition plus tolérable au yeux des ouvrierEs: une augmentation de 0,8% générale pour tous. Les ouvrierEs et leurs syndicats ont décidé d'accepter, et ont alors levé le piquet de grève avec le sentiment que la lutte paye. Cette direction méprisante partait de l'idée que les ouvrierEs étaient résignés, avec l'avalanche de coups que le Medef et que le gouvernement « macronisé » leur fait subir. Ce qui s'est passé montre que la réaction peut toujours arriver. Cette démonstration devrait peut-être faire réfléchir les chefs nationaux des syndicats qui laissent passer les mauvais coups en cours: batailler, ne pas se résigner, peuvent porter ses fruits.

Correspondant

BASSE-NORMANDIE

## Victoire historique

*Fin 2014, la Direction Service courrier-colis de Basse-Normandie annonçait son nouveau plan « réorg 2015/2016 ». Au menu: suppression de tournées, modification des horaires de livraison du courrier dans les centres, durée hebdomadaire de travail entre 39 h 22 et 42 h 00, baisse des véhicules de 20 % et mise en place de la pause méridienne pour les facteurs finissant après 13 h 45 sur tous les sites bas-normands...*

« La pause méridienne » voilà une expression qui cache, par des mots synonymes de repos, un outil pour la direction de La Poste pour faire plus de gains de productivité sur

le dos des facteurs. En effet, cela signifierait pour les facteurs de démarrer à 7 h 35, de revenir dans leur bureau ou d'aller dans un point de restauration à 12 h, et de repartir à 12 h 45 pour finir leur service à 15 h 30, en permettant

## LIGNES À GRANDE VITESSE

**Nouveaux renoncements**

Le gouvernement cède aux pressions des entreprises de construction et confirme le lancement de deux projets de ligne à grande vitesse. Des deux côtés, la bataille repart.

**TGV Lyon-Turin, Hollande et le PS au chevet de la mafia calabraise**

François Hollande et Matteo Renzi ont annoncé mardi 24 février le lancement des travaux de la LGV Lyon-Turin à partir de 2016. Le projet du TAV (treno ad alta velocità) lancé en 2001, pour une mise en service en 2026, a pris du retard. Il faut dire qu'il est fortement contesté du côté italien, et depuis peu en France, où même ses premiers laudateurs, EÉLV et Front de gauche, rejoignent désormais le camp des opposants.

Les raisons du refus ne manquent pas. Pollution liée au percement de trois tunnels dans des montagnes où l'amiante le dispute à l'uranium ; existence d'une liaison ferroviaire modernisable ; création d'une liaison fret de ferroutage permettant de faire passer, en réalité, plus de camions sous l'obstacle des Alpes ; et un coût total estimé à 26 milliards d'euros au bénéfice d'entreprises du BTP liées à la mafia calabraise, comme le révèle le dossier déposé auprès de l'OLAF (Office européen de lutte antifraude).

En effet, certaines entreprises présentes sur le chantier italien ont des liens avec la « Ndrangheta », une organisation mafieuse calabraise. Les documents fournissent la preuve que l'actuel directeur général de Lyon Turin Ferroviaire (LTF) a signé dans le passé un contrat avec deux sociétés liées à la mafia calabraise. La France n'est pas en reste : en 2012, le *Canard enchaîné* révélait que la commission d'enquête publique avait poussé Réseau ferré de France (dont LTF est une filiale) à passer un marché avec Truchet BTP, une entreprise de travaux publics. Son président, Roger Truchet, n'est autre que le frère de Guy Truchet... membre de la commission d'enquête publique !

Pendant ce temps, la répression s'abat sur les opposants. Le tribunal de Turin a condamné 47 No-TAV à plus de 140 ans de prison et à des dommages et intérêts qui dépassent la centaine de milliers d'euros, et des milices privées s'installent sur le chantier...

L'organisation d'une marche No TAV entre Lyon et le Val de Suse pour l'été 2015 est en discussion... À suivre.

**Un Poitiers-Limoges tout aussi inutile et antidémocratique**

Techniquement aberrant, il obligera les Limousins à passer par Poitiers pour se rendre à Paris, tarissant du même coup la ligne actuelle Toulouse-Limoges-Orléans-Paris (POLT), délaissant La Souterraine et les Creusois sous le prétexte d'un soi-disant désenclavement. Son coût de plus de 2 milliards d'euros sera supporté en majeure partie par les collectivités territoriales, notamment le conseil régional

Poitou-Charentes, le conseil général de la Vienne et la communauté d'agglomération de Poitiers qui devront amputer leur budget, cela au détriment de l'emploi, l'éducation, la santé ou l'aide sociale. L'investissement est sans commune mesure avec l'agglomération moyenne de Limoges qui ne fournira qu'un nombre limité de voyageurs, contraints en plus de payer un billet au prix fort.

Il s'agira aussi d'un désastre écologique puisqu'une tranchée traversera des régions vertes jusqu'à maintenant préservées, défigurant notamment la vallée du Clain au sud d'Iteuil et rayant de la carte 1200 hectares de terres agricoles. Enfin, la traversée de



zones habitées imposera des nuisances (effet de souffle, bruits, vibrations) aux riverains. Inutile pour les Poitevins et absurde pour les Limousins, ce projet doit être abandonné au profit d'une amélioration de la ligne TER Poitiers-Limoges aujourd'hui menacée par la LGV. **Commission nationale écologie**

**LYON (69) La lutte des enseignantEs vacataires de Lyon 2 continue**

Les enseignantEs vacataires de Lyon 2 sont en grève depuis 5 semaines pour demander, entre autres, la signature d'un contrat de travail... et la paie qui va avec (voir l'Anticapitaliste n°275). Après plus de six mois de dysfonctionnement, la situation commence à se régulariser.

L'instauration d'un rapport de forces avec l'équipe présidentielle, par la grève et la rétention des notes du premier semestre, a permis d'accélérer la signature des contrats et la mise en place d'un train de paie exceptionnel. Tous les cas ne sont pour autant pas réglés et des enseignantEs n'ont toujours pas été payés pour des cours donnés pendant l'année universitaire 2013-2014. La présidence se décharge de ses responsabilités en prétextant un dysfonctionnement administratif temporaire. Les vacataires préfèrent en diminution constante qui empêche le bon fonctionnement de l'université.

**La variable d'ajustement...**

L'équipe présidentielle cherche par tous les moyens à faire des économies et, dans tous les services, les personnels sont soumis à des conditions de



travail qui se dégradent de jour en jour. Cette année, des postes de BIATSS (bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, de service et de santé) seront gelés et les personnels contractuels se voient imposer des temps partiels tout en continuant à devoir assurer la même charge de travail. L'austérité imposée à l'université empêche chacunE de faire son travail correctement et, au final, ce sont les étudiantEs qui en font les frais. Au milieu de tout cela, les vacataires sont une variable

d'ajustement qui permet de ne plus recruter des titulaires qui coûteraient trop cher. Ce ras-le-bol commence à se faire entendre à Lyon 2, mais aussi à Paris Sud, à Paris 8, à Toulouse. Le 5 mars est une journée nationale de grève et de mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche à laquelle, aux côtés des syndicats d'étudiantEs, d'enseignantEs et de personnels, le collectif des vacataires se joindra pour défendre l'université. **Correspondant**

**HÔPITAL DU MANS (72) De la colère à la mobilisation**

À l'image de la situation dans l'ensemble des services publics et des hôpitaux, le centre hospitalier du Mans est touché par les conséquences des économies budgétaires.

Le centre hospitalier (CH) du Mans connaissait un déficit économique résorbé par une politique de coupes budgétaires. Les comptes sont à l'équilibre mais à quel prix ? Les conditions de travail des personnels et la prise en soin des patients se sont dégradées. Rappel sur les repos, sur les week-end, difficulté de trouver des collègues pour des remplacements contraignant, parfois des journées de 13 heures pour les soignantEs, burn out, arrêt maladie... Si cette situation de fonctionnement à flux tendu peut être acceptée un temps par les personnels, lorsqu'on atteint des pics de soins, comme en ce moment avec l'épidémie de grippe, la résignation fait place à la colère et au sentiment de ne plus pouvoir faire correctement son travail. Suite à cette situation, les salariéEs des urgences ont été les premiers à partir dans la bataille. Deux journées de grève ont d'abord eu lieu le 16 et le 23 février. Le même jour, une assemblée générale appelée par l'intersyndicale CGT-FO-CFDT a réuni une centaine de personnes. Trois perspectives ont été décidées, à savoir une manifestation le 26 février, une invitation au conseil de surveillance de l'hôpital le vendredi 27 au matin, et un nouveau rassemblement le vendredi après-midi.



Jeu 26 février le centre hospitalier dans la rue. DR

**Du local au national**

La manifestation du jeudi a réuni 200 personnes : personnels ayant travaillé le matin ou la nuit, collègues ayant débrayé une heure, soutien des salariéEs de différents secteurs (la Poste, Renault...). L'irruption des salariéEs au conseil de surveillance a permis d'exprimer directement leur colère à la direction du CH et au président du conseil de surveillance, le sénateur maire PS de la ville Jean-Claude Boulard. Le cynisme de ce dernier, expliquant que « malgré les difficultés ils félicitaient les salariés de procurer toujours des soins de qualité », n'a fait qu'augmenter la colère des collègues.

Il a donc été décidé de se mobiliser tous les lundis après-midi, avec de nouveaux temps forts dans les semaines qui viennent. Les soignants ont bien en tête que c'est au niveau national que la bagarre se joue pour obtenir un rapport de forces permettant des moyens à hauteur des besoins. La question d'une mobilisation nationale se pose d'autant plus que la ministre de la Santé prévoit de nouvelles coupes budgétaires dans le financement des hôpitaux. **Correspondant**

**des postierEs**

ainsi à la Poste de récupérer la pause actuelle de 20 min actuellement payée. Face à cette annonce, les organisations syndicales bas-normandes CGT, SUD, CFTC et FO Manche et Orne ont décidé de s'unir... Une unité syndicale inédite dans notre région. Les équipes syndicales combattives ont fait passer l'idée qu'il ne faut pas attendre les réorganisations que la boîte fait bureau par bureau, et donc d'être obligé de se battre seuls, mais bien de se battre ensemble avec le même objectif. Car c'est la seule façon d'entrevoir la victoire. Après une campagne de pétition signée par 70% des facteurs de la région, la grève a démarré le 24 février.

Dans le Pays d'Auge, la grève est massive : 100% sur les bureaux de Cambremer, Orbec, Honfleur et Livarot, 90% sur Pont-l'Évêque, 80% sur Lisieux, 50% sur Deauville, Cabourg et Dives. 70% des tournées sont à découvert, non distribuées. Les chiffres sont très forts aussi dans l'Orne et dans la Manche. Nous avons alors pris conscience que ce ne sera pas un mouvement comme les autres.



La pause méridienne rejetée dans la rue. DR

**Retrait de la pause méridienne**

La manifestation à Caen a rassemblé plus de 600 facteurs de toute la région. Une AG avec plus de 500 facteurs s'est organisée et la reconduction votée à

l'unanimité. Décision est prise de faire des AG locales et de bloquer les camions des centres.

Sur la « plaque » de Lisieux, La Poste nous a envoyé son package habituel : huissier, RG, menaces... Les facteurs ne se sont pas laissés intimider, cela a même renforcé leur envie de se battre. Pour la première fois, une AG est organisée dans le centre avec les grévistes et les non-grévistes, avec le slogan « Aujourd'hui la peur a changé de camp, il faut nous rejoindre ». Ce sera le cas de 3 non-grévistes !

La direction a du négocier et lâcher sur la principale revendication, à savoir le retrait de la pause méridienne. Par écrit, elle s'est engagée à revenir sur l'organisation du travail prévue à Honfleur au mois de juin et à tenir compte du protocole pour celles à prévoir sur tous les autres centres courrier du secteur d'ici fin 2016. Cet engagement pris est

aussi une victoire pour les usagerEs, pour lesquels notre lutte garantit une distribution matinale du courrier, et non en fin de journée, comme La Poste le souhaite.

Cette victoire est historique : pour tous les postierEs grévistes du pays d'Auge, il y a un avant 24 février et un après. Dans le reste de la région, la plupart des négociations ont eu lieu bureau par bureau et non pas par plaque, mais beaucoup de bureaux importants ont obtenu le retrait du projet de la direction (Cherbourg, Flers, Alençon, Argentan, etc.). Certains secteurs continuent à être très mobilisés car la direction n'a toujours pas lâché, notamment dans l'agglomération de Caen où la grève est toujours en cours à l'heure où nous écrivons. Un nouveau rassemblement était prévu lundi 2 mars devant la direction régionale. **Christophe, facteur à Lisieux (14)**

**Commission****Le groupe de travail économique du NPA a son site**

*Anti-K.org* veut contribuer à répondre au besoin d'information économique. Ce site est lancé sur l'initiative du Groupe de travail économique (GTE) du NPA mais ouvert à toutes celles et ceux qui ne se contentent pas de commenter et d'analyser les mécanismes du « système » mais veulent passer d'une économie mue par le profit à une économie au service de l'humanité et qui protège la planète.

**Je suis de retour  
REJOINS-MOI SUR  
WWW.ANTI-K.ORG**



Sur le site, vous y trouverez régulièrement des données et analyses critiques de l'économie capitaliste, ainsi qu'une veille de l'actualité économique nationale et internationale. La petite équipe de la phase pilote a déjà mis en ligne plus de 1900 documents (textes, articles, vidéos, graphiques, caricatures) sur les sujets économiques les plus divers : de l'agriculture à la crise immobilière chinoise en passant par le rôle des banques centrales... et en ce moment un suivi serré de la situation de la Grèce.

**Participez!**

Consultez le site, envoyez commentaires, suggestions et critiques... Et contribuez sur tel ou tel sujet à la bataille idéologique sur l'économie! Pour des militantEs, cela ne nécessite pas des compétences particulières en « économie », cette prétendue science qui ne sert qu'à justifier des politiques antisociales. Vous pouvez contribuer à :

- La gestion des documents mis en ligne sur un ou plusieurs domaines qui vous intéressent particulièrement
- La veille de l'actualité : il s'agit de permettre aux militants (et à celles et ceux que cette lecture « radicalisera » jusqu'à rejoindre nos rangs...) de saisir en quelques minutes l'essentiel de l'actu économique. Tant pour le volet documents que pour le volet actualités, nous pouvons vous former « on line » à agir avec le site Anti-K. Et pour tout cela, on se donne aussi rendez-vous à la prochaine Université d'été...

Le GTE du NPA

Site: anti-k.org  
Contact: gte@anti-k.org  
Dessins: blog.fanch-bd.com et contact@fanch-bd.com

**Les comités en action!****Finistère Une liste unitaire anticapitaliste dans le Kreiz-Breizh.**

C'est la suite des municipales à Carhaix qui avait vu l'élection d'un conseiller municipal du NPA; la suite des luttes contre les licenciements à Marine Harvest, Tilly Sabco; la suite aussi du boulot de construction d'un pôle ouvrier anticapitaliste au sein du mouvement dit des « Bonnets rouges ». Des militants du NPA, du PCF, du PG, des syndicalistes, des non « organisés », se retrouvent une nouvelle fois pour faire entendre le refus de se résigner et la colère contre l'austérité. Quatre candidats bien entourés d'une équipe motivée expriment la nécessité d'une démocratie réelle. Les gens d'en-bas doivent prendre leurs affaires en main. Une campagne pour la défense des services publics, notamment dans la santé, le logement et pour les transports gratuits... Pour des choix politiques qui répondent aux besoins quotidiens de la population, au respect de l'environnement. En clair, une politique qui s'oppose aux règles libérales du moment. La première réunion publique à Huelgoat a rassemblé 60 personnes. Une très bonne surprise. Débats sur l'importance de cette liste, la seule vraiment de « gauche », à l'opposé des candidatures de politiques professionnels. La lutte contre l'austérité passe par les élections mais aussi par les luttes sociales qui seules peuvent changer le rapport de forces. On a aussi discuté du besoin de recoller les morceaux et de reconstruire le mouvement social, de retrouver une dynamique. Qu'il ne faut rien lâcher...

Étaient présents des élus locaux (maire, conseillers municipaux) sensibles à la bataille démocratique, à la défense d'une politique sociale, au service des populations. Des participants parlaient du désespoir ambiant, du danger du vote extrême droite. Dans ce climat, la liste anticapitaliste peut aider à redonner confiance à toutes celles et ceux qui cherchent un cadre pour résister. Les tracts ont été répartis entre les participantEs. Le calendrier des activités et réunions est fait, reste à mener la campagne et au-delà du résultat électoral, au moins important pour le moral,

la reconstruction d'un réseau militant. L'espoir était bien présent à l'issue de la réunion.

**Lisieux (14) Les Lexoviens sont aussi des Grecs!**

Samedi 21 février, des militants du NPA, d'AL, de la CGT, de SUD accompagnés de citoyens, se sont rassemblés pour soutenir le peuple grec. L'ensemble des personnes présentes, drapeaux et pancartes en mains, a pris la direction des galeries commerçantes des Mathurins. Les militants rassemblés ont de façon immédiate et spontanée pris la parole au milieu de la galerie en interpellant les gens sur l'impératif de tous les peuples à soutenir massivement le peuple grec et à combattre les politiques d'austérité de gauche comme de droite.

Un camarade de SUD a prit la parole et dénoncé vivement les politiques d'austérité en Grèce comme en France, qui ne cesse de développer, mais aussi l'urgence de faire front contre les financiers hébergés à la troïka via des mobilisations importantes contre les réformes autoritaires du gouvernement PS-Medef.

Un militant CGT a fait une intervention sur les politiques d'austérité mises en place par le gouvernement Valls et leurs impacts dévastateurs au niveau national mais aussi local, rappelant que les agents hospitaliers mais aussi les postiers de Lisieux étaient en grève les 23 et 24 février. Il en a profité pour lancer un appel à la convergence de toutes ces luttes.

Le combat du peuple grec est notre combat! C'est tous ensemble que nous parviendrons à mettre en échec les politiques d'austérité permanentes qui ruinent les peuples et enrichissent les rentiers.

**Paris 18<sup>e</sup> Réunion et débat sur la Grèce.**

Jeudi 26 février, 35 personnes étaient réunies à la Kahina pour la projection du film des Mutins de Pangée, *On ne doit rien! On ne vend rien! On ne paie rien!*, organisée dans le cadre des café-débats du comité NPA 18<sup>e</sup>. À l'occasion de la venue en 2012 d'une délégation de solidarité constituée de militants européens, le film est conçu comme un état des lieux des rapports de forces face aux politiques austéritaires appliquées en Grèce.

Il a servi de base à la discussion qui s'en est suivie, après qu'un camarade a évoqué les dernières nouvelles gréco-européennes... L'actualité du sujet a permis la tenue d'un débat politique de fond, enrichi par la présence de public. Nous avons ainsi tenté d'analyser la stratégie électorale mise en place par Syriza, ses limites, ses qualités aussi, et pensé l'articulation entre luttes de terrain et « champ politique ». La violence de la réaction idéologique de la troïka face à Syriza vient d'apporter la preuve qu'il est impossible de s'attaquer aux politiques d'austérité sans se confronter directement aux institutions européennes. Comment cela devrait-il se traduire dans notre stratégie? Quelles conséquences pour notre camp politique si Syriza s'enfoncé dans la voie du recul? Ce café-débat était donc une fois de plus une réussite, même s'il aurait mérité de durer un peu plus pour approfondir un certain nombre de points.

**Foix (09) Soutien à un faucheur volontaire.**

De 60 à 70 personnes se sont réunies ce jeudi 26 février dès 8 h 30 devant le commissariat de Foix pour accompagner Dominique Masset, faucheur volontaire, convoqué pour avoir participé à une action dans les locaux de la firme « Limagrain » à Chappes (Puy-de-Dôme).

Une petite heure d'attente sous la pluie, juste le temps du relevé d'identité avec empreintes digitales et photos mais aussi la demande de prélèvement ADN que Dominique refusait bien sûr. Juste le temps d'un questionnaire auquel le « convoqué » n'avait « rien à déclarer » et qu'il ne devait pas signer finalement car il y figurait des réponses à certaines demandes concernant son état-civil. Les policiers, assez nombreux à l'extérieur mais aussi à l'intérieur, recevaient

des coups de téléphone en solidarité avec l'ancien maire de Montagne.

Les personnes présentes se sont dirigées vers une salle de la mairie où s'est engagé le débat sur les plantes génétiquement modifiées. Pour la lutte concrète, en particulier par les fauchages de champs et les occupations des locaux des semenciers, ici « Limagrain », en pointe pour le blé génétiquement modifié. Il a également été rappelé et dénoncé la collusion entre l'État et les firmes transnationales, en particulier à travers la recherche sur fonds publics, ainsi que la nécessité de rejeter les négociations sur le Grand marché transatlantique (TAFTA) si nous voulons rester maîtres de notre alimentation. En définitive, comme le signifiait clairement un panneau des manifestantEs « Nos vies valent plus que leurs profits ». Dominique Masset a assuré qu'il informerait des suites judiciaires de cette affaire « Limagrain ». Il est extraordinaire d'apprendre que la plainte a été déposée par une salariée à laquelle un « pass » aurait été emprunté, et non par la firme elle-même.

**Quimper (29) Podemos était là!**

À l'issue de l'initiative de soutien au peuple Grec, le NPA, Attac, les Indignés, Solidaire 29, la CNT, EÉLV, Ensemble et l'Humain d'abord ont décidé d'une rencontre-débat avec Podemos. Miguel Segui, co-fondateur du cercle Podemos Paris, est donc venu ce samedi 28 février.

Devant plus d'une centaine de personnes et après une double introduction de Janine (NPA) et de Yves (les Indignés) au nom du collectif unitaire invitant, Miguel a expliqué la situation économique, sociale et politique de l'Espagne d'aujourd'hui. Il a de manière très vivante développé autour du mouvement des Indignés, du 15M et de la création de Podemos, sa charte éthique, son programme en construction, son fonctionnement, ses débats... Pendant deux heures il a répondu à une multitude de questions, à la fois sur les mouvements sociaux et sur la prochaine échéance : l'élection du Parlement régional en Andalousie, avec comme tête de liste la camarade Teresa Rodriguez qui vient donc de démissionner du Parlement européen conformément à la charte de Podemos. Dans une ambiance sereine, les questions ont fusé : à propos de la dette, de l'audit citoyen, mais aussi de la monarchie et de la république, de la Catalogne et des nations en Espagne... Dans tous les cas, une belle fin d'après-midi qui a largement contenté un public revigoré pour affronter une météo pluvieuse... mais pas seulement!

Essai



# Atlas mondial des femmes, les paradoxes de l'émancipation, Isabelle Attané, Carole Brugeilles et Wilfried Rault

Agone, 2014, 45 euros

Représentant 49 % de la population mondiale, les femmes ont dans un premier temps déjà du mal à naître dans certains pays (notamment en Asie et en Océanie), puis à y être élevées, nourries et éduquées à l'égal des hommes. Si leur accès à l'école primaire s'est amélioré depuis 10 ans, les inégalités se retrouvent dès le secondaire et s'accroissent dans le supérieur. Bien sûr, l'espérance de vie est encore favorable aux femmes (72 ans contre 68 ans), mais outre que dans certains pays, ces chiffres sont en recul, on constate que leur espérance de vie en bonne santé est inférieure à celle des hommes. Arrivées à l'âge adulte, elles subissent

de plein fouet les conséquences des mutations du travail et des dérèglements climatiques. Les migrations ont pris un visage féminin ces dernières années, que ce soit dans le cadre du travail ou du regroupement familial.

**Des chiffres pour dénoncer...**

Les droits reproductifs occupent une place importante dans ces statistiques. On y découvre une relative bonne couverture contraceptive : 2 femmes mariées sur 3 l'utilisent, mais il se pratique encore 20 millions d'avortements illégaux par an, entraînant la mort de près de 47 000 femmes. De même les chiffres de femmes mortes au cours d'accouchement restent énormes (210 pour 100 000

naissances), notamment à cause de mauvaises conditions sanitaires. Au-delà du travail domestique qu'elles assurent partout à majorité, le monde du travail salarié s'ouvre à elles, majoritairement dans les secteurs de l'éducation et de la santé, puis de l'agriculture et du commerce. Partout, elles occupent les emplois les plus précaires et sont les premières victimes du chômage, payant là aussi un manque de structures d'accueil de jeunes enfants. Parmi les 1,7 milliard de travailleurs pauvres dans le monde, 7/10 sont des femmes... Des chiffres à utiliser et relayer sans modération pour continuer à dénoncer ces inégalités.

Hélène Pierre

Sous forme de cartes et de diagrammes, voici un outil indispensable à une vision mondiale de la diversité et de la profondeur des inégalités qui existent encore entre hommes et femmes au niveau mondial.

Romans

# Une autobiographie transsexuelle (avec des vampires), Lizzie Crowdagger

Éditions Dans nos histoires, 2014, 9 euros

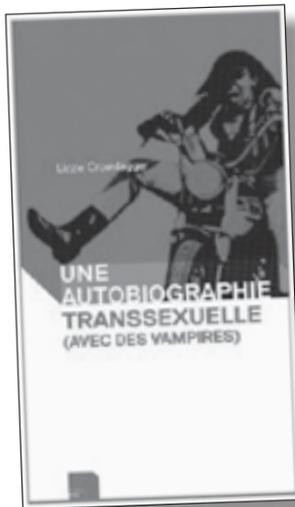
Cassandra est une jeune femme trans qui n'aspire qu'à mener une existence ordinaire. Du moins, jusqu'à ce qu'elle rencontre un gang de lesbiennes regroupant vampires, sorcières et louves-garous. Entre une histoire d'amour naissante avec une mort-vivante, la découverte du monde surnaturel, et des règlements de comptes entre gangs rivaux, sa vie est quelque peu bousculée, et la « normalité » lui paraît peut-être moins attrayante...

Premier roman des éditions Dans nos histoires, *Une autobiographie transsexuelle (avec des vampires)* est un récit léger et facile à lire qui, sur le fond, se rapproche d'univers de la

culture populaire comme *Buffy* ou *True Blood*, mêlant monde réel et surnaturel. S'il reprend un certain nombre des codes du genre, il parvient néanmoins à parler, de manière parfois décalée, de sujets féministes comme le harcèlement de rue, les difficultés liées à un parcours transsexuel (notamment l'accès aux hormones ou à la chirurgie), de l'injonction faite aux lesbiennes à être des hétérosexuelles comme les autres, mais aussi de la nécessaire solidarité pour y faire face. Le roman est disponible gratuitement en format numérique sur le site de l'éditeur<sup>1</sup>, on aurait donc tort de s'en priver.

Mathieu (Besançon)

1 - <http://dansnoshistoires.org>



# Prends garde, Milena Agus et Luciana Castellina

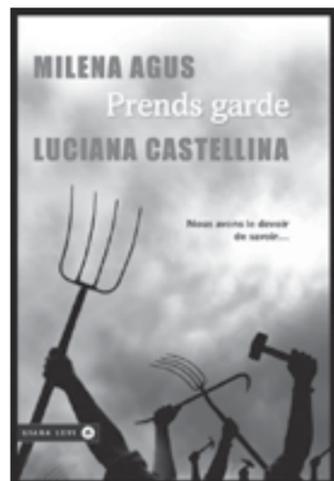
Éditions Liana Levi, 2015, 17 euros

La fin de la Deuxième Guerre mondiale en Italie fut, pire qu'en France, une période de chaos : le pays était parmi les vaincus, la misère noire, et les disparités régionales vives.

Les Pouilles, région pauvre du sud, vit se rencontrer, souvent violemment jusqu'en 1948, les soldats démobilisés, les réfugiés de toutes sortes, les juifs de retour des camps, les paysans ruinés et la bourgeoisie souvent compromise.

Côté pile (ou face), l'intellectuelle communiste Luciana Castellina nous raconte cette histoire violente. Du côté face (ou pile), l'écrivaine sarde Milena Agus développe un des événements, la tragédie des sœurs Porro, bourgeoises coupées de la réalité du monde, inconscientes, et coupables de ce fait de leur vies confites dans la bienséance et la religion. Elle serviront de bouc émissaire à une foule en recherche d'exutoire à sa douleur. Un récit court, au scalpel, où la fiction illustre l'histoire et résonne avec elle de façon subtile.

Catherine Segala



BD

# Le Choix, Désirée et Alain Frappier

Éditions La ville brûle, 2015, 15 euros

Le Choix raconte l'histoire des femmes confrontées à la grossesse et à l'avortement. On y lit des joies mais aussi des peurs, des morts, des blessures. Des années 70 à 2014, Désirée et Alain Frappier nous plongent dans un univers qui reste bien souvent caché. *Le Choix* est une bande dessinée politique féministe car il raconte en détail à quoi sont confrontées ces femmes : les échanges entre jeunes filles autour de la sexualité, la crainte d'être enceinte, le regard des proches, souvent le rejet, les réactions des médecins, des femmes solidaires, le procès de Marie-Claire, l'adoption de la loi Veil, jusqu'à la remise en cause de l'IVG par le

gouvernement espagnol en 2014. Mais *Le Choix* est plus que cela : il a l'incomparable qualité de faire ressentir les émotions de ces femmes (avec certains hommes à leurs côtés) qui se battent pour une liberté fondamentale, celle de l'avortement et de la contraception, celle de disposer de son corps. Ce combat s'étend des salles de bains où la mère avorte « avec ses trois petits dans la pièce au-dessus » aux rues où « les filles du MLAC » collent les affiches : « c'est quand même plus chouette de vivre quand on est désiré ».

Comme *Le Choix* est aussi une BD du 21<sup>e</sup> siècle, on a même le droit à une bande originale<sup>1</sup>.

Antoine Larrache



1 - <http://bofandbol.free.fr>

Exposition

# « Indigo »

Bibliothèque Forney (Paris 4<sup>e</sup>), jusqu'au 18 avril



Une immersion dans le bleu, un voyage autour du monde qui entraîne le visiteur dans des pays où le quotidien se teint en indigo : du Japon à l'Amérique, en traversant la Chine, l'Asie centrale, le Moyen Orient et l'Afrique. Trois cents pièces, vêtements et accessoires, collectés par des voyageurs, des chineurs passionnés, interpellent le regard et mettent face à face le folklorique et l'éthnique, l'Occident et les pays du Sud. Elles conduisent à considérer avec la même curiosité une blouse berrichonne ou un pagne dogon, et démontrent l'universalité de la couleur bleue et de la teinture à l'indigo.

De l'utilitaire le plus souvent, de la grâce toujours. Un grand coup de blues quand on constate que la production de ces merveilles vient de s'interrompre totalement pour cause non seulement de mondialisation mais aussi de guerre, en Irak ou au Mali... Quelle tristesse.

Catherine Segala

Enfants

# Le petit musée du bleu

Éditions Rue du Monde, 2015, 16 euros

Encore un beau livre intelligent et sensible de cette maison d'édition qui foisonne de créativité pour sensibiliser nos enfants aux idées et à l'art.

Après *Le petit musée du rouge* en 2014, voici donc *Le petit musée du bleu* qui par la mise en regard de courts poèmes de Carl Norac et de 13 œuvres, dans lesquelles la couleur bleue prend une dimension particulière, fait découvrir la force symbolique et émotionnelle de la couleur par la seule sensibilité plastique de l'image et la résonance des mots.

Une grande variété d'œuvres représentées, peintures ou sculptures d'artistes connus ou anonymes de toutes époques : de l'hippopotame de faïence bleue de l'Égypte ancienne au turban bleu de *la Jeune fille à la perle* de Vermeer, de *la Grande vague* de Kanagawa de Hokusai à des œuvres de Klee, Miro, Magritte, Degas, Dubuffet, de *l'Ange protecteur* de Niki de Saint Phalle aux papiers découpés de Matisse, et inévitablement de la période bleue de Picasso au bleu IKB de Klein...

Le bleu, couleur préférée des français (ce qui n'a pas toujours été le cas, avant c'était le rouge...), a une place particulière dans l'art occidental, du voile de Antonello de Messina au *Blaue Reiter* de Kandinsky... Que la couleur soit employée de manière monochrome comme chez Klein, dominante chez Picasso ou encore en contraste comme chez Cézanne qui l'utilisait pour « donner leurs vibrations aux autres couleurs ».

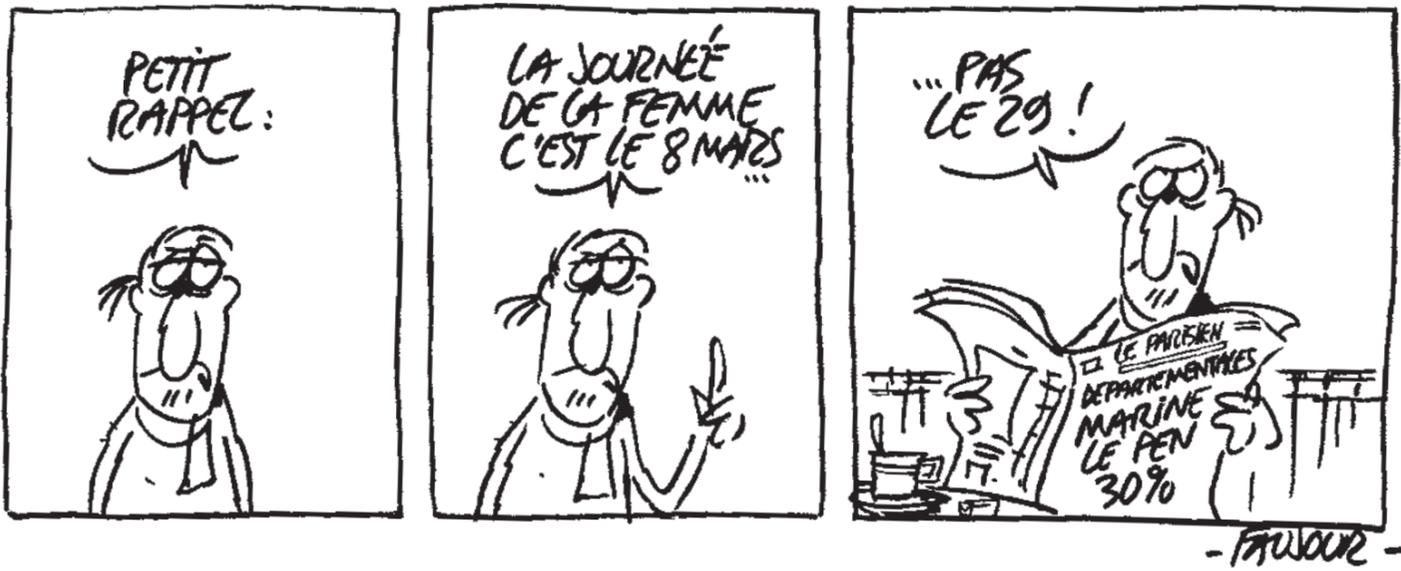
Un album carré, une mise en page (bleue) impeccable : l'humeur des couleurs dans l'art directement accessible aux plus petits, dès 3-6 ans.

En complément, les parents pourront lire les ouvrages de Michel Pastoureau : *Vert, Noir* et récemment *Bleu : histoire d'une couleur 1*, qui retracent en plus l'aspect historique, social et sémiologique des couleurs.

Ugo Clerico

1 - Éditions Points, 2014, 8,30 euros





## L'Anticapitaliste | Libre expression

# SANOFI “ 5,5 milliards d’euros donnés aux actionnaires, divisés par les 110 000 salariéEs, cela fait 50 000 euros versés grâce au travail de chaque salariéE ”

**Entretien.** En étalant les inégalités, ils récoltent la colère... Le nouveau PDG du groupe pharmaceutique français Sanofi aura droit à un « bonus de bienvenue » qui pourrait atteindre 4 millions d’euros. Une indemnité forfaitaire brute de 2 millions d’euros le 2 avril pour la prise de fonction du nouveau directeur général de Sanofi, Olivier Brandicourt, qui pourrait également bénéficier d’une telle indemnité en janvier 2016 s’il est toujours en poste à ce moment-là. L’entreprise explique qu’elle accorde cette prime à son nouveau chef, qui s’occupe actuellement des activités pharmaceutiques du groupe allemand Bayer, en « contrepartie des avantages auxquels il a renoncé en quittant son précédent employeur »... Le groupe précise également que la rémunération de son nouveau PDG sera composée d’une part fixe annuelle brute de 1,2 million d’euros et d’une part variable cible de 150 % de la rémunération annuelle fixe et plafonnée à 250 % – soit entre 3 et 4,2 millions d’euros – « soumise à des objectifs à la fois quantitatifs et qualitatifs », précise Sanofi. Le nouveau PDG touchera par ailleurs 220 000 options de souscription d’actions par an et 45 000 actions de performance... Cette annonce est intervenue alors que les salariéEs du site de Sisteron (04) luttent depuis trois semaines afin d’obtenir une augmentation de 120 euros par an, soit juste 50 centimes par jour ! Dans ces circonstances, **Jean-Louis Peyren**, responsable CGT Sanofi à Sisteron, a bien voulu répondre à nos questions.

### Qu’est-ce qui a déclenché la grève, quelles sont vos revendications ?

Tout d’abord en matière de salaires, nous en sommes à deux années consécutives avec 0 % d’augmentation générale. Mais il y a aussi le contexte général dans l’entreprise, sur le long terme. Cela fait cinq années que le groupe procède à des fermetures de sites : 5 années de ventes de sites pour l’euro symbolique, 5 années au cours desquelles l’entreprise a procédé à quelque 4 800 suppressions de postes, sans compter les emplois induits.

Mais ce mouvement est aussi le résultat de notre travail syndical : distributions régulières de tracts, réunions d’information, assemblées générales de salariéEs.

La mobilisation a démarré pour obtenir une revalorisation de 120 euros de la prime de poste alors que la direction proposait une augmentation de 50 centimes.

### Et pourtant l’entreprise se porte bien ?

Dans le même temps, ce sont plus de 40 milliards de bénéfices, 5,5 milliards en dividendes qui ont été servis aux actionnaires. La part du chiffre d’affaires consacré à la recherche passe sous la barre des 15 % contre 17 % quatre ans plus tôt. Dans le même temps, Sanofi bénéficie des largesses de l’État : 36 millions d’euros au titre du CICE et du CIR en 2013, sans aucune contrepartie. La CGT revendique qu’en bénéficiant d’aides publiques, un engagement précis chiffré de développement doit être établi.

Le géant pharmaceutique français annonce des résultats et des perspectives plus que positifs. Le groupe a réalisé un chiffre d’affaires annuel à 33,8 milliards d’euros, en hausse de 4,9 % à taux de change constant. Le



résultat net des activités est en hausse à 6,847 milliards d’euros, soit + 2,4 % par rapport à 2013, et possède la deuxième capitalisation à la Bourse de Paris. Et surtout, Sanofi a versé 3,7 milliards d’euros de dividendes et dilapidé 1,8 milliard en rachat-annulation d’actions. La direction propose une nouvelle augmentation des dividendes pour les actionnaires passant de 2,8 à 2,85, soit la 21<sup>e</sup> année de hausse.

### Quelles sont les propositions de la direction ?

La direction a osé annoncer zéro en augmentation générale et 1,5 % en augmentation collective, autant dire des miettes pour l’ensemble des salariéEs du groupe. 5,5 milliards d’euros donnés aux actionnaires, divisés par les 110 000 salariéEs de Sanofi dans le monde, cela fait 50 000 euros versés grâce au travail de chaque salariéE. Depuis le début de la grève, la direction refuse de négocier sur notre revendication d’augmentation de 120 euros de prime de poste.

Au bout de 4 semaines de grève, elle propose 40 euros sur une prime sur la qualité, avec une variable de 40 euros de plus. Nous ne sommes pas pour la politique de la carotte, donc pas de carotte. En ce qui concerne l’emploi, le PDG sortant a annoncé récemment que Sanofi

n’avait pas « pris d’engagements » sur la « stabilité des effectifs ».

Jeudi 19 février, la direction adressait un ultimatum aux grévistes leur signifiant que s’ils n’acceptaient pas avant vendredi soir à 18 heures ses propositions, elle reverrait des investissements prévus à hauteur de 150 000 euros pour l’amélioration des conditions de travail (sans que l’on sache si cette somme n’est pas déjà prévue au budget de l’usine), ainsi que les tickets restaurant pour les salariéEs postés, qui ne bénéficient pas des services du réfectoire de l’usine...

### Comment êtes-vous organisés ?

Les salariéEs postés en sont à leur dix-huitième jour de grève consécutif avec arrêt total de la production. Nous tenons une assemblée générale des grévistes tous les 2 jours ou tous les jours suivant l’actualité du mouvement. Nous discutons des propositions de la direction, quand il y en a, et de la poursuite de l’action. Des mouvements de grève, l’usine Sanofi de Sisteron en a connus, mais rares sont ceux qui sont allés jusqu’à stopper la fabrication. 90 % des salariéEs postés (aux horaires décalés, 5h à 13h ou 13h à 21h) sont en grève, soit 150 salariéEs, essentiellement dans les ateliers de production. Le mouvement touche aussi d’autres

services comme la maintenance et seule l’activité Recherche fonctionne encore.

### Quel soutien avez-vous reçu ?

Nous avons quelques chèques de soutien des camarades de la CGT venant d’autres sites du groupe, mais aussi d’autres syndicats CGT. L’Union départementale nous apporte un soutien physique et financier. Puis nous avons la visite des collègues de Sanofi ou d’autres entreprises. L’argent récolté est distribué aux camarades pour lesquels c’est le plus dur, sans que cela ne crée des problèmes.

### Comment a été perçue l’annonce des conditions de recrutement de Brandicourt ?

Mal, très mal. Nous on veut de l’emploi, du salaire, de la recherche, du travail quoi ! Les salariéEs ont reçu cette annonce comme une provocation qui n’a fait qu’augmenter notre détermination.

La CGT a donc décidé de publier chaque jour la rémunération annuelle d’un dirigeant de Sanofi, le montant de son augmentation en 2013, le bonus individuel et le nombre d’actions gratuites qu’il a perçues. La CGT se réserve le droit de dévoiler les noms, pour le moment masqués, si les négociations n’aboutissent toujours pas.

### Financement par la Sécu, dividendes exorbitants, investissements trop faibles, recherche de la rentabilité : quelle est votre vision, vos propositions globales de votre mission de service public ?

Prendre la main sur la finance, et créer une autre distribution des richesses produites par les travailleurs. **Propos recueillis par Robert Pelletier**

# Vu ailleurs

LE HUFFINGTON POST

**DROITS DE L’HOMME.** Un désaveu cinglant. Des expulsions de campements roms réalisées dans des conditions « épouvantables », une situation « désastreuse » pour les demandeurs d’asile : la France se fait épingler dans un rapport d’Amnesty International publié mercredi 25 février. En 2014, « rien n’a évolué, au contraire, on pourrait parler pratiquement de régression », a commenté Geneviève Garrigos, présidente d’Amnesty France, lors d’une conférence de presse mardi. Au sujet des Roms, la circulaire du 26 août 2012, qui obligeait les autorités à accompagner les démantèlements, en réalisant un diagnostic des populations et en leur proposant des solutions de relogement, « est de moins en moins appliquée » et des expulsions sont menées « dans des conditions absolument épouvantables » regrette Geneviève Garrigos. « Environ 20 % des expulsions sont faites après des arrêtés municipaux de péril, qui deviennent un moyen de contourner les décisions de justice », explique Julie Heslouin, chargée de campagne discrimination. [...] La situation des demandeurs d’asile est, elle, « toujours désastreuse », avec un « nombre insuffisant de places d’hébergement » et des « délais excessivement longs », décrit Jean-François Dubost, chargé du programme Personnes déracinées. La France s’était engagée à accueillir 500 réfugiés syriens en 2014 – contre 30 000 pour l’Allemagne – et « on n’a même pas atteint les 500, ce qui est quand même un comble pour un pays comme la France », s’indigne Geneviève Garrigos. [...] Autre « source de préoccupation », « l’impartialité et l’exhaustivité des enquêtes sur les allégations de mauvais traitements infligés par la police » et notamment celle menée après la mort de Rémi Fraisse, mortellement blessé en octobre par l’explosion d’une grenade offensive lors d’une manifestation contre le projet de barrage de Sivens (Tarn). Une des enquêtes administratives diligentées après la mort de Rémi Fraisse avait écarté début décembre 2014 toute faute professionnelle des gendarmes. « Amnesty International épinge la France et dénonce la situation “épouvantable” des Roms et demandeurs d’asile dans le pays », Le Huffington Post avec l’AFP, mercredi 25 février 2015.

## S’abonner à L’Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d’un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d’être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

Par chèque, à l’ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 18 € <input type="checkbox"/> 36 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org